

COLLECTION DES RaPPORTS

MARS 92



N° 116

LES GRANDS COURANTS D'OPINIONS
ET DE PERCEPTIONS EN FRANCE,
de la fin des années 70 au début des années 90



Georges Hatchuel

avec la collaboration de
Jean-Luc Volatier

CRÉDOC

CRÉDOC

LES GRANDS COURANTS D'OPINIONS ET DE PERCEPTIONS

EN FRANCE,

de la fin des années 70 au début des années 90

Georges Hatchuel

avec la collaboration de
Jean-Luc Volatier

Collaboration technique : Ariane Dufour

Secrétariat : Lucette Laurent

Mars 1992

142, rue du Chevaleret
7 5 0 1 3 - P A R I S

Cette recherche a été réalisée à la demande du Commissariat Général du Plan. Elle a bénéficié d'un financement d'études de la part du CGP et d'un financement au titre de la subvention recherche attribuée au CREDOC.

Les données utilisées dans ce rapport proviennent du système d'enquêtes "**Conditions de vie et Aspirations des Français**". Ce système d'enquêtes a été financé en 1990-1991 par :

- . La Caisse Nationale des Allocations Familiales
- . Le Commissariat Général du Plan
- . Le Centre d'Etude des Revenus et des Coûts
- . L'Electricité de France
- . Le Gaz de France
- . L'Observatoire de l'Energie
- . L'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie
- . Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (SES)
- . L'Agence Nationale Pour l'Emploi
- . Le Centre d'Etudes des Transports Urbains
- . Le Service d'Etudes Techniques des Routes et Autoroutes
- . Le Ministère de l'Equipement et du Logement
- . La Société Elf Aquitaine
- . Le Ministère de l'Environnement
- . Le Ministère de la Justice
- . France-Télécom
- . La Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés
- . La Commission Nationale d'Evaluation du RMI
- . L'Association Française des Banques
- . La Mutuelle Assurance Artisanale de France

Le département "Conditions de vie et Aspirations des Français" est composé de :

- . Georges Hatchuel (Directeur adjoint)
- . Franck Berthuit, Catherine Duflos, Ariane Dufour, Françoise Gros, Lucette Laurent, Flore Talamon, Jean-Luc Volatier.

CREDOC

Président : Bernard Schaefer
Directeur : Robert Rochefort

Sommaire

	Pages
Introduction	1
SECTION I Une évolution significative des conditions de vie	5
SECTION II Les Français réconciliés avec l'argent, malgré une perception aiguë de la crise	10
SECTION III L'individuel avant le collectif, même si la solidarité envers les plus démunis reste de mise	18
SECTION IV Les souhaits de transformation de la société : derrière une stabilité apparente, un profond bouleversement structurel	26
SECTION V Modernisme et traditionalisme : une tendance à l'uniformisation	33
SECTION VI Une montée des inquiétudes	43
En guise de conclusion	49

A N N E X E S

ANNEXE 1 Quelques tableaux et données statistiques	61
ANNEXE 2 Présentation de la méthode utilisée pour la classification des différents courants apparus dans la décennie	73

Introduction

Quand, au début des années 90, on jette un regard sur la décennie passée, la tendance est forte de généraliser à toute la période la morosité qui caractérise aujourd'hui l'opinion française. Comme si la situation actuelle n'était que l'aboutissement d'un mouvement régulier et continu, marqué par une succession de désillusions. Les années de crise qui ont constitué l'essentiel de la décennie 80 et le début des années 90 en France se caractérisent certes par l'accoutumance au chômage et la reconnaissance de la pauvreté, mais aussi par le culte de la réussite individuelle ou une amélioration certaine - au niveau global - des conditions de vie. Et si cette décennie apparaît finalement d'abord comme une période de doute collectif, d'effondrement des idéologies et de morosité, c'est aussi probablement - même si cela ne lui est pas réductible - par un effet de "loupe", celui qui tend à reporter aussi sur le passé les incertitudes actuelles : l'apparition de nouvelles menaces telles que le SIDA, la disparition des repères traditionnels de notre société, tout récemment la chute du communisme et l'éclatement de l'Union Soviétique, constituent autant d'éléments cumulés qui modifient profondément la vision que nous avons du monde il y a encore peu d'années. Les certitudes d'hier - celles des années 80-82 - font maintenant place aux doutes et aux interrogations, non seulement nationales, mais "planétaires".

Or, si les années soixante et soixante-dix avaient été principalement marquées, dans la plupart des pays occidentaux, par la montée des opinions "modernistes" sur le travail - notamment le travail féminin -, sur la famille et sur la société, les années quatre-vingt ne semblent pas pouvoir être, à l'inverse, caractérisées par le développement d'un seul phénomène-clé. On y observe aussi bien une montée de l'individualisme, une déculpabilisation vis-à-vis de l'argent, qu'une uniformisation des opinions, un accroissement des inquiétudes et des interrogations croissantes vis-à-vis de la société et de certaines de ses institutions.

C'est précisément à l'analyse synthétique de l'évolution des grandes attitudes et opinions en France dans la décennie 80 qu'est consacrée ce rapport. Il s'inscrit dans le cadre des travaux engagés, à la demande de la Commission Européenne de Bruxelles, par le Commissariat Général du Plan : ces travaux concernent l'analyse prospective des principaux facteurs (économiques, politiques, sociologiques, culturels) qui agiront sur l'évolution européenne au cours des vingt prochaines années et qui sont susceptibles d'orienter le comportement des différents acteurs.

Dans ce contexte, notre recherche vise plus modestement à éclairer ce que pourraient être quelques-unes des évolutions de la société française pour les années à venir, par une analyse synthétique de la façon dont, sur la décennie, ont évolué les grandes attitudes de nos concitoyens. On sait en effet qu'une bonne partie des hypothèses que l'on peut avancer sur les évolutions futures s'appuient sur la prise en compte des attitudes présentes et passées, sur l'étude de la façon dont la population anticipe et voit sa propre situation actuelle, enfin sur l'appréciation des changements éventuels auxquels l'opinion publique semble aujourd'hui adhérer.

Ce travail a donc trait à la mobilisation de séries longues de données de sondages concernant une série suivie d'opinions, de comportements ou d'aspirations de la population française au cours de la décennie 80. A cette fin, c'est le système d'enquêtes "**Conditions de vie et Aspirations des Français**" du CREDOC que nous avons mobilisé dans la mesure où il fournit à la fois :

- Une information multidimensionnelle sur les individus enquêtés et leur foyer d'appartenance. Son champ couvre en effet un grand nombre de thèmes, tels que *les pratiques culturelles ou associatives, le niveau de vie, les politiques sociales, le fonctionnement de la société, la famille, l'état de santé, etc, ...*
- Une information longitudinale, c'est-à-dire portant, pour un certain nombre de domaines, sur plus de dix ans (fin 1978 - fin 1990 pour la dernière enquête disponible).
- Une série de questions sur la perception subjective de certaines situations, sur les attentes et les aspirations de la population dans la période étudiée.

Certes, tous les sujets ne sont pas traités dans l'enquête, mais il est possible de proposer une analyse évolutive des grandes attitudes des Français au cours des dix dernières années sur les principaux thèmes suivants : *l'image de la famille, du mariage et du travail féminin ; la perception de la crise, du niveau de vie ; les attitudes face à certaines "institutions" et la volonté de transformation de la société ; l'évolution des inquiétudes ; l'état de santé ressenti ; les images respectives du progrès technique, de l'informatique ; les attentes vis-à-vis de certaines politiques sociales ; enfin l'évolution de quelques pratiques sociales.*

Réalisée chaque année auprès d'un échantillon de 2000 personnes représentatif de la population française, l'enquête présente en effet pour originalité de fournir une information globale concernant, pour une même vague d'enquête, les mêmes individus. Certes, de nombreuses sources peuvent permettre de décrire ce que pensent les Français à propos des thèmes les plus divers. Mais le caractère multi-thématique de ces recueils tient à la juxtaposition d'enquêtes réalisées auprès d'échantillons différents, parfois selon une méthodologie différente. Ici, ce sont les mêmes individus qui répondent à toutes les questions pour une même vague d'enquête, même s'il ne s'agit pas d'un panel (ce ne sont pas les mêmes individus qui sont suivis dans le temps). De même, réalisée chaque année selon une méthodologie identique, l'enquête constitue un des rares matériaux permettant de suivre véritablement, sur une douzaine d'années, l'évolution des grandes attitudes de nos concitoyens, sans que cette évolution ne puisse être imputée à telle ou telle variation de méthode ou de libellé de questions.

Les principaux courants ayant traversé la société française dans les années 80 seront présentés en *six sections* successives :

- . *La première* concerne l'évolution de certains indicateurs significatifs des conditions de vie.
- . *La seconde section* met en perspective la réhabilitation de l'argent intervenue dans la période avec la perception aiguë que les Français ont de la crise.
- . *Une troisième section* met en évidence une montée de l'individualisme qui n'a pas pour autant conduit les Français à renoncer à l'Etat-Providence.

- . *La quatrième section* présente le profond bouleversement structurel qui, derrière une stabilité apparente, a affecté les souhaits de transformations de la société.
- . *Une cinquième section* présente la tendance à l'uniformisation des opinions qui est intervenue en matière de moeurs.
- . *La sixième section* est, enfin, consacrée à la montée des inquiétudes qui a traversé la société française dans les dix dernières années.

En guise de conclusion, nous tenterons de différencier, au sein de ces courants souvent contradictoires, ceux qui peuvent apparaître plus profonds, plus durables, et ceux que l'on peut pour l'instant considérer comme "conjoncturels", c'est-à-dire liés à la période analysée.

SECTION I

Une évolution significative des conditions de vie

Analyser les opinions ou perceptions ne saurait évidemment se faire sans étude du contexte, c'est-à-dire des situations objectives qui conduisent à les formuler. C'est d'ailleurs l'hypothèse même de base à l'origine de la mise en place du système d'enquêtes "Aspirations" : les indicateurs de perception ne peuvent être interprétés, ne trouvent toute leur signification que par rapport aux indicateurs de situations. Nous verrons à ce propos, dans les pages suivantes, combien les opinions exprimées dépendent souvent des caractéristiques socio-démographiques de ceux qui les formulent.

Nous disposons donc dans l'enquête d'un certain nombre de descripteurs factuels qui permettent de relier, au niveau individuel, chaque opinion ou perception à la situation de celui qui l'exprime. Au niveau global, et suivis sur treize ans, ces descripteurs permettent de dégager quelques grandes lignes significatives du contexte (conditions de vie) dans lequel les opinions ont évolué. Bien sûr, il ne s'agit pas de détailler ici l'ensemble des données économiques et socio-démographiques caractéristiques de la France des années 80, mais de fournir quelques données de cadrage sur l'évolution, dans la période, de certains éléments des conditions de vie (équipements notamment), d'autant plus qu'ils paraissent en partie contradictoires avec les sentiments de pessimisme et de morosité caractéristiques des attitudes actuelles d'une partie de la population¹.

¹ Afin de consolider les données et de disposer d'échantillons de taille suffisante, les résultats fournis ci-après, relatifs à plusieurs années, ont été le plus souvent sommés. Autrement dit, les données se référant, par exemple, aux années 1978-1980 sont relatives aux trois échantillons enquêtés en 1978, 1979 et 1980, soit 6000 individus au total.

Une diffusion des équipements ...

En dix ans, on peut relever, par quelques indicateurs objectifs issus de l'enquête "Aspirations"¹, une amélioration significative du taux d'équipement de base des Français (tableau A1, en annexe) : la plupart disposent maintenant de l'eau chaude, de WC intérieurs, d'une douche ou d'une baignoire. Cette évolution significative concerne aussi des équipements plus "sélectifs", dont la diffusion a également été très rapide dans la période (lave-vaisselle, magnétoscope, ...).

Si l'on considère par exemple les cinq équipements dont on peut estimer qu'ils constituent aujourd'hui "*l'équipement de base*" (WC intérieurs, douche ou baignoire, télévision couleur, téléphone, voiture), le pourcentage de Français "mal équipés" est passé de 19% à 3% dans la période, tandis que les "normalement équipés" représentent maintenant 92% de la population (contre 57% au début 80). Ce mouvement d'amélioration générale concerne toutes les tranches d'âge et n'est donc pas la traduction d'un simple effet "cycle de vie".

Tableau 1
Evolution de l'indicateur d' "équipement de base"

	(en %)			
	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
"Mal" équipés ²	19,4	10,9	6,3	2,6
"Normalement" équipés ²	57,1	72,5	83,8	91,6

Source : CREDOC

Lecture du tableau : Les individus mal équipés, qui étaient 19,4% en 1978-1980, représentent 2,6% des Français en fin de période.

¹ Il s'agit donc d'indicateurs recueillis auprès des mêmes individus que ceux pour lesquels on a relevé les opinions et perceptions.

² "Mal" équipés = individus disposant de deux équipements ou moins parmi les cinq choisis (WC intérieurs, douche ou baignoire, télévision couleur, téléphone, voiture).

"Normalement" équipés = individus disposant de quatre ou cinq de ces équipements.

De la même façon, si l'on considère trois types d'équipements "sélectifs" révélateurs d'un certain niveau de vie il y a encore peu de temps (lave-vaisselle, magnétoscope, piano), 78% des Français n'en possédaient aucun en 1978-1980 ; ils ne sont plus que 46% en 1988-1990. A l'inverse, 20% des Français disposent aujourd'hui d'au moins deux de ces équipements, contre 3% il y a dix ans.

Tableau 2
Evolution de l'indicateur d' "équipement sélectif"

	(en %)			
	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
Ne disposent d'aucun des trois équipements ¹	77,7	71,2	62,8	46,5
Disposent d'au moins deux de ces trois équipements ¹	3,2	5,5	9,4	20,1

Source : CREDOC

Exemple de lecture : 77,7% des Français ne disposaient d'aucun des trois équipements en 1978-80, contre 46,5% en fin de période.

Là encore ce mouvement concerne toutes les générations, même s'il est plus rapide - en valeur absolue - chez les 30-50 ans. Bien entendu, les écarts entre générations (effet d'âge "en instantané") restent forts en fin de période, les mieux équipés étant les 40-50 ans (cf. tableau 3).

Tableau 3
Pourcentage de Français disposant d'au moins deux équipements "sélectifs"

	1978-1980	1988-1990
Les 60 - 70 ans	1,1	10,6
Les 50 - 60 ans	3,5	19,8
Les 40 - 50 ans	6,1	34,6
Les 30 - 40 ans	4,4	27,1
Les 20 - 30 ans	2,0	15,4

Source CREDOC

Lecture du tableau : 2% des 20-30 ans de 1978-1980 disposaient d'au moins deux équipements sélectifs. C'est le cas de 15% des 20-30 ans de 1988-1990.

¹ Les trois équipements retenus sont : le piano, le lave-vaisselle et le magnétoscope. On peut évidemment se demander si, avec leur diffusion, certains de ces équipements sont encore aujourd'hui "sélectifs".

Autre façon d'apprécier cette évolution significative des conditions de vie : le pourcentage de propriétaires de leur logement (non compris accédants) est passé de 35% en 1978-1980 à 44% en 1988-1990. Plus globalement, l'indicateur de biens patrimoniaux, constitué à partir de six éléments (être propriétaire ou accédant de son logement, disposer d'une résidence secondaire, détenir des valeurs mobilières, des biens immobiliers, des biens fonciers et disposer d'au moins un produit d'épargne liquide) a aussi évolué positivement : 17% des Français ne détenaient aucun de ces biens en 1978-80, ils sont 14% en fin de période. Plus significatif : 19% des Français détenaient au moins trois de ces biens en 1978-80, ils sont 25% en 1988-90. Cette évolution est, pour beaucoup, liée à l'augmentation du taux de possession de valeurs mobilières dans la période, nous aurons l'occasion d'y revenir.

... Mais des inégalités

Cette description d'une évolution globalement favorable en terme de taux de possession ne doit évidemment pas masquer l'existence d'un plus grand nombre de chômeurs en fin de période, ou de profondes disparités entre catégories. Un travail antérieur a certes mis en évidence une amélioration générale des conditions de vie dans les années 80 et une diminution du nombre de ménages défavorisés, mais aussi un accroissement des inégalités entre des catégories défavorisées, de plus en plus désavantagées, quoique moins nombreuses, et les groupes les plus "riches"¹.

Autrement dit, l'amélioration générale des conditions de vie de la population semble avoir laissé subsister, au plus bas de l'échelle, un petit groupe de personnes dont la situation défavorable n'a guère évolué positivement. Ce constat d'accroissement des inégalités ne concerne cependant que les groupes les plus extrêmes, c'est-à-dire globalement un petit dixième de la population¹. C'est la raison pour laquelle ces données "se diluent" dans l'ensemble quand on analyse l'évolution de la situation globale des Français dans la période.

¹ G. Hatchuel, V. Payet-Thouvenot, G. Poquet, *"Les inégalités en France et leur évolution depuis une dizaine d'années"*, Collection des rapports du CREDOC, N° 83, Février 1990.

Le tableau 4 résume quelques-uns de ces paradoxes. Moins de Français sont démunis, davantage sont mieux pourvus (16% disposaient, il y a dix ans, de revenus supérieurs à 15 000 francs mensuels, ils sont aujourd'hui 22%)¹. Mais le nombre de chômeurs a augmenté dans la période et les restrictions sont un peu plus affirmées, même si sur ce dernier point, les dernières années traduisent une certaine amélioration relative.

Nous aurons l'occasion de voir que certains éléments évoqués ici (évolution significative du taux de possession de valeurs mobilières, existence d'une population ayant de fortes difficultés financières,...) ont influé sensiblement sur les opinions et attitudes exprimées par les Français dans la période.

Tableau 4

**Evolution des revenus extrêmes, du pourcentage de chômeurs
et des restrictions ressenties**

	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
% d'individus déclarant disposer de revenus mensuels inférieurs à 4 000 F. ¹	13,9	13,2	12,4	10,4
% d'individus déclarant disposer de revenus mensuels supérieurs à 15 000 F. ¹	15,5	13,2	14,5	22,4
% d'individus ayant été au chômage dans les 12 mois précédant l'enquête ²	9,1	12,4	11,2	12,1
% d'individus déclarant s'imposer régulièrement des restrictions	54,7	64,0	63,0	59,7

Source : CREDOC

¹ Il s'agit, pour chaque année d'observation, de revenus actualisés en Francs 1990. Par ailleurs, le pourcentage a été calculé sur l'ensemble des individus ayant déclaré, à chaque vague d'enquête, leurs ressources (soit environ 85 % de l'échantillon).

² Ce pourcentage est rapporté au nombre total d'actifs.

SECTION II

Les Français réconciliés avec l'argent, malgré une perception aiguë de la crise

Face au constat de l'amélioration objective, au niveau global, des conditions de vie des Français, le regard que ceux-ci portent sur leur niveau de vie personnel ou sur celui de l'ensemble de la population au cours des dix années passées s'est sensiblement détérioré.

On estime que le niveau de vie s'est dégradé...

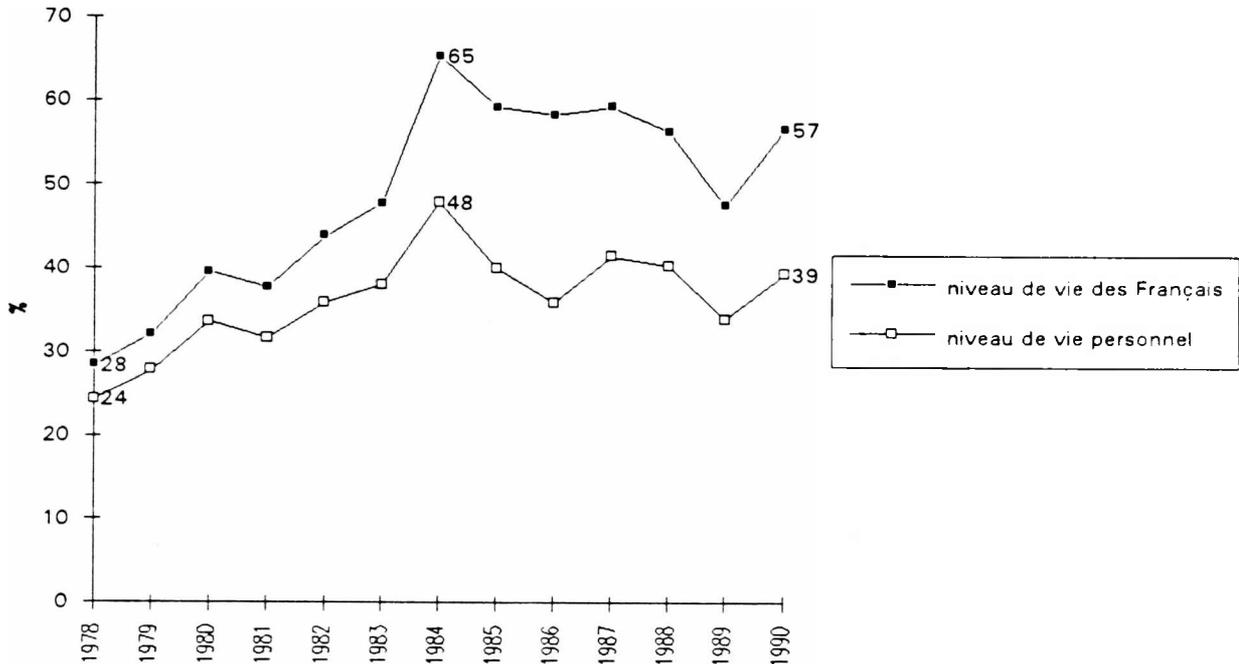
On peut distinguer deux phases dans la décennie : de 1978 à 1984, l'émergence d'un fort sentiment de dégradation du niveau de vie personnel¹ ; une relative stabilisation de ce sentiment après 1984, mais à un niveau d'insatisfaction plus élevé que celui du début de la période (cf. graphique 1). Les écarts entre le début et la fin de la décennie sont finalement très profonds : 29% des Français estimaient en 1978-1980 que leur niveau de vie personnel allait **moins bien** depuis dix ans ; ils sont 38% en 1989-90.

Les différences temporelles sont encore plus fortes en ce qui concerne la perception de l'évolution, non plus du **niveau de vie personnel**, mais de celui de **l'ensemble** des Français (graphique 1) : 33% de la population estimaient en 1978-80 que le niveau de vie des Français allait moins bien depuis dix ans, ils sont considérablement plus nombreux (54%) en 1988-1990².

¹ C'est en 1982 que le nombre de Français estimant que leur niveau de vie allait "moins bien" depuis dix ans est passé au-dessus de celui des enquêtés trouvant qu'il "allait mieux" (cf. graphique B1 en annexe).

² Les effets sont les mêmes, mais en sens contraire (baisse systématique), si l'on observe le pourcentage de réponses considérant que le niveau de vie "va mieux" depuis dix ans (cf. tableau A2 en annexe).

Graphique 1
Opinion sur l'évolution du niveau de vie depuis une dizaine d'années :
pourcentage de Français qui estiment qu'il va moins bien



Source : CREDOC

... Mais on s'avoue plus souvent gagnant

On remarque d'ailleurs que dans la période, on est globalement -et systématiquement- plus pessimiste sur l'évolution du niveau de vie de l'ensemble des Français que sur le sien propre. Un résultat inverse avait été observé par le CERC en 1973, c'est-à-dire à l'issue d'une longue période de croissance. L'explication la plus couramment avancée est qu'en période de croissance, les interviewés attendent les fruits de l'expansion, avec l'impression plutôt majoritaire d'être laissés pour compte. A l'inverse, en période de crise, ils ont plutôt le sentiment d'être privilégiés ou d'être à l'abri, de "s'en tirer" globalement mieux que les autres.

Deux remarques complémentaires méritent à ce propos d'être formulées :

- Les variations dans la perception de l'évolution du niveau de vie personnel dépendent fortement de l'âge du répondant (on est plus optimiste chez les plus jeunes), de son niveau de diplôme (plus d'optimisme chez les plus diplômés, surtout en fin de période) ou de ses revenus. Les écarts se sont même accrus de ce point de

vue dans la décennie : 52 % des habitants de la région parisienne ayant moins de 40 ans estiment aujourd'hui que leur niveau de vie personnel s'est amélioré depuis une dizaine d'années (contre 31 % en moyenne) ; ils étaient 48 % en 1978 (contre 46 % en moyenne).

- Les écarts entre l'appréciation négative que l'on porte sur l'évolution de son propre niveau de vie et sur celle concernant le niveau de vie de l'ensemble des Français se sont accrus dans la période (graphique 1), comme si l'on hésitait moins à reconnaître aujourd'hui qu'on est en quelque sorte "privilegié".

D'ailleurs, si on appelle "gagnants avoués" les Français qui considèrent que l'évolution de leur niveau de vie personnel a été "meilleure" que celle du niveau de vie de l'ensemble des Français, on remarque une forte croissance de leur nombre dans la période. Le sentiment de s'en sortir individuellement, le "moral de gagnant" semble s'être propagé dans la population et on accepte de mieux le reconnaître : alors que 19 % des Français estimaient en 1978-80 que leur niveau de vie s'était davantage amélioré en dix ans que celui de l'ensemble des Français, ils sont 29 % en fin de période (tableau 5). Par contre, presque aussi nombreux en début de période que les "gagnants", les "perdants" sont en fin de décennie deux fois moins nombreux que les "gagnants avoués" (11 %, contre 29 %).

Tableau 5
La montée du "moral de gagnant"

	(en %)			
	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
% de "gagnants" avoués ¹ au sein de la population	18,9	22,5	29,9	28,5
% de "perdants avoués" ² au sein de la population	15,9	15,5	9,4	11,3

Source : CREDOC

¹ Sont considérés comme "gagnants avoués" ceux qui considèrent que leur niveau de vie personnel depuis dix ans "va mieux", alors qu'ils pensent que celui de l'ensemble des Français est stable ou moins bon, et ceux qui considèrent que leur niveau de vie personnel est stable, alors que celui des Français va moins bien.

² Sont considérés comme "perdants avoués" ceux qui considèrent que le niveau de vie de l'ensemble des Français "va mieux", alors qu'ils jugent le leur stable ou moins bon, et ceux qui considèrent que le niveau de vie des Français est stable, alors que le leur est moins bon.

Cette montée du "moral de gagnant"¹ ne concerne pas seulement, contrairement à ce que l'on pourrait penser, les seules générations les plus jeunes, mais aussi les plus âgées, traduisant bien la diffusion dans la société du sentiment relatif de "mieux s'en sortir individuellement" (tableau A3 en annexe).

L'argent réhabilité ?

Comment ne pas relier ce dernier constat avec la réhabilitation de l'argent qui est apparue dans la décennie, après avoir été longtemps associé, dans l'idéologie de gauche, aux notions d'inégalité et d'exploitation ? En même temps que la fortune, le luxe, l'argent étaient de plus en plus présents dans les médias, la réussite économique est en effet apparue moins suspecte, acceptée puis valorisée, comme si l'adhésion aux valeurs de l'entreprise, la reconnaissance des mérites de la réussite personnelle étaient une façon de compenser, d'oublier une crise au sein de laquelle un grand nombre de Français avaient quand même le sentiment de tirer leur épingle du jeu.

Symbole s'il en est du mythe de l'argent, la Bourse a connu un véritable engouement, là encore dans toutes les classes d'âge, attirées par des placements en actions et obligations, révélateurs de ce désir, mieux admis maintenant, de bénéficier de plus-values élevées : de 8% de Français disposant de valeurs mobilières en 1978-83, on est passé à 19% en 1988-1990 (tableau A4 en annexe).

Mais peut-être encore plus significatif, "l'argent des autres", précisément celui des "gagnants", n'est pas aujourd'hui aussi critiqué qu'il pouvait l'être il y a dix ans : les rémunérations élevées apparaissent de plus en plus comme une juste contrepartie des responsabilités exercées dans la production des richesses. L'exemple le plus notable -ou le plus symbolique- concerne le revenu du PDG de grande entreprise : 17% de la population considéraient "normal" ce revenu en 1978 (et 51% trop "élevé"), 36% le trouvent normal dix ans après (tableau 6). Cette évolution n'a d'ailleurs pas concerné seulement les dirigeants d'entreprises, mais aussi toutes sortes de professions

¹ Rappelons qu'il s'agit ici d'un "moral de gagnant" défini en termes relatifs comme l'acceptation de reconnaître qu'on s'en sort individuellement mieux que les autres. Il reste que, globalement, les Français ont eu le sentiment que, dans la période, leur niveau de vie s'est dégradé.

disposant de revenus considérés comme confortables : ingénieur, médecin, mais aussi, et dans une moindre mesure, préfet¹.

Tableau 6

Le pourcentage de Français considérant "normale" la rémunération d'un ...

	1978	1981	1985	1988
... PDG d'une grande entreprise	16,7	22,0	28,9	36,5
... Ingénieur	50,1	56,3	61,6	63,1
... Préfet	19,3	21,6	24,7	30,2
... Médecin	30,3	36,8	44,9	50,4

Source : CREDOC

Lecture du tableau : 30% des Français considéraient "normale" la rémunération du médecin en 1978. Ils sont 50% en 1988.

Plus d'optimisme pour les conditions de vie futures

D'ailleurs, malgré ce sentiment aigu de perception de la crise, de dégradation depuis dix ans du niveau de vie de l'ensemble des Français, une bonne partie d'entre eux ont, en fin de période, bon espoir **pour eux-mêmes**, pour leur propre avenir. Certes, l'opinion des Français sur leurs conditions de vie pour les cinq années à venir a subi de sensibles fluctuations annuelles dans la période (cf. graphique B2 en annexe), mais le regroupement triannuel permet de dégager les tendances d'évolution (tableau 7): après une relative stabilité de la situation entre 1978 et 1987, où le nombre de réponses pessimistes ("vont se détériorer") était toujours supérieur à celui des réponses confiantes en l'avenir ("vont s'améliorer"), les trois dernières années se caractérisent par une situation inverse : l'optimisme l'emporte sur le pessimisme.

¹ Précisément, la rémunération du préfet, plus souvent considérée "normale" que celle du PDG en 1978, se trouve reléguée derrière celle du PDG dix ans après (Tableau 6). Encore un exemple de montée des valeurs de l'entreprise.

Tableau 7

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?

	(en %)			
	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
. Vont s'améliorer	23,1	26,2	25,4	35,2
. Vont se détériorer	33,9	35,6	32,1	25,1
. Vont rester semblables	32,8	29,5	34,1	36,1
Ensemble (y.c. non réponses)	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : CREDOC

Il est bien sûr hardi de tirer des conclusions évolutives à partir de données que l'on sait fortement liées aux inflexions conjoncturelles. On peut néanmoins apporter ici deux éléments intéressants :

- Si l'amélioration de la perception du futur entre le début et la fin de la période est très nette, elle l'est surtout pour les jeunes générations (voir les deux premières colonnes du tableau 8). L'effet d'âge est en effet considérable sur ce point. On sait que la décroissance de l'optimisme est régulière tout au long de la vie. Mais on note aussi que l'amélioration de l'optimisme intervenue dans la période a plus touché les plus jeunes, ou surtout, a bien moins touché les plus âgés.
- Si globalement, le pourcentage de Français optimistes est aujourd'hui supérieur à celui des pessimistes, ceci n'est vrai, en fin de période, que pour les moins de 50 ans. Par contre, au sein des catégories plus âgées, les pessimistes sont, en 1988-90, plus nombreux que les optimistes (tableau 8).

Tableau 8

Opinions sur l'évolution des conditions de vie dans les prochaines années

	(en %)		
	Estiment que leurs conditions de vie vont s'améliorer dans les cinq ans		Estiment qu'elles vont se détériorer dans les cinq ans
	1978-1980	1988-1990	1988-1990
. Les 60-70 ans	8,3	10,7	35,9
. Les 50-60 ans	13,2	21,9	34,5
. Les 40-50 ans	18,6	32,0	29,8
. Les 30-40 ans	27,5	45,1	20,4
. Les 20-30 ans	41,9	60,8	12,9
Ensemble de la population	23,1	35,2	25,1

Source : CREDOC

Lecture du tableau : 41,9% des 20-30 ans estimaient en 1978-1980 que leurs conditions de vie allaient s'améliorer dans les cinq ans. Cela concerne 60,8% des 20-30 ans de 1988-1990.

Il reste qu'au total, le sentiment qui prévaut est plutôt une augmentation de l'optimisme dans la décennie. Si l'on considère que les "nouveaux optimistes" sont ceux qui, chaque année, portent un regard positif sur l'avenir (leurs conditions de vie vont s'améliorer dans les cinq ans), alors même qu'ils jugent relativement négative l'évolution de leur propre niveau de vie au cours des dix années passées (leur niveau de vie depuis dix ans a été stable ou moins bon), leur nombre passe de 9% en 1978-80 à 19% en 1988-90. Autrement dit, deux fois plus de Français considèrent aujourd'hui que leurs conditions de vie à venir seront meilleures que la façon dont ils ont senti évoluer leur niveau de vie dans le passé.

D'abord une amélioration du pouvoir d'achat

Est-ce, enfin, un effet de la "réconciliation des Français avec l'argent", ou l'effet direct de la crise ? Toujours est-il que les actifs préfèrent encore plus aujourd'hui une amélioration de leur pouvoir d'achat à un temps libre plus long (66%, contre 33% en 1988-90). L'effet de la crise semble peut-être aujourd'hui l'emporter, même si l'on peut penser qu'il y a là aussi quelques changements structurels : ce mouvement apparaît surtout dans les jeunes générations.

Tableau 9

Quelle est votre préférence entre une amélioration de votre pouvoir d'achat et un temps libre plus long

(en % du nombre d'actifs)¹

	1981-1983	1984-1987	1988-1990
. Temps libre plus long	40,8	35,0	33,3
. Amélioration du pouvoir d'achat	58,1	64,7	66,0
Ensemble (y. c. non réponses)	100,0	100,0	100,0

Source : CREDOC

¹ Cette question n'est pas posée, dans l'enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français", à l'ensemble de la population, mais aux seuls actifs.

SECTION III

L'individuel avant le collectif, même si la solidarité envers les plus démunis reste de mise

Contrepartie logique de la réhabilitation des valeurs de l'entreprise, de la compétition, la décennie semble avoir aussi redécouvert les vertus du "chacun pour soi". S'agit-il d'une véritable poussée de l'individualisme ou d'un recul des valeurs collectives ? On peut se le demander. En tout état de cause, on observe aussi bien un repli sur soi et sur ce qui est "autour de soi" (la famille proche, le couple) qu'une interrogation sur les engagements collectifs. Comme si le *groupe* qui semblait prévaloir *sur l'individu* dans les valeurs dominantes des années soixante-dix n'avait plus, dix ans après, les mêmes vertus : les structures sociales apparaissent souvent mal adaptées aux Français, certaines des institutions les plus caractéristiques du fonctionnement de la société, comme la justice, sont contestées (cf. ci-après) et leurs représentants, les hommes politiques, sont de plus en plus souvent mis en cause.

A l'inverse, l'individu devient, sinon la valeur qui commande toutes les autres, au moins celle autour de laquelle s'ordonnent quelques-unes des préoccupations centrales de la décennie : la santé, l'apparence physique, la sécurité dans sa vie quotidienne et la recherche de son propre bien être redonnent une dimension individualiste, micro-sociale, aux attentes et préoccupations des Français. En témoignent l'évolution d'un certain nombre de pratiques sociales¹.

La télé d'abord

La diffusion considérable de la télévision couleur dans la décennie, déjà évoquée, ne s'est pas seulement traduite par l'accession d'un grand nombre de Français à un simple bien d'équipement, mais par l'émergence d'une "culture télé" de plus en plus hégémonique. Alors que 54% des Français déclaraient regarder la télévision tous les

¹ Sur certains points évoqués ci-après, voir aussi : R. Rochefort, "*Argent, Stress, Individualisme, Uniformisation*", CREDOC, Consommation et Modes de Vie, N° 54, Décembre 1990.

jours en début de période, c'est le cas en 1988-90 de 73% de la population. Corrélativement, les Français vont moins régulièrement au cinéma (27% en 1981-83, 15% en fin de période). Est-ce précisément le petit écran qui, en même temps qu'il préserve à domicile la liberté de choix individuel, a façonné une bonne partie des évolutions constatées ici : réhabilitation des valeurs de la compétition et de l'argent, uniformisation des opinions en matière de moeurs ?

Tableau 10
La télévision au quotidien

	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
Pourcentage de Français regardant la télévision tous les jours	53,7	53,5	63,8	73,2
Pourcentage de Français fréquentant régulièrement un cinéma	n.d	27,0	23,1	15,2

Source : CREDOC

n.d = information non disponible (question non posée)

Mais ce mouvement ne paraît pas simplement lié à une fréquentation télévisuelle accrue des plus âgés des Français : il touche toutes les catégories, et relativement plus les jeunes générations. Certes, en instantané, les plus jeunes regardent encore aujourd'hui moins souvent la télévision que les plus âgés, mais le phénomène les a relativement plus touchés puisqu'ils ont, en dix ans, rattrapé une partie de l'écart qui les séparait, de ce point de vue, de leurs aînés (tableau 11). L'écoute quotidienne de la télévision est ainsi un des principaux mouvements ayant traversé la société française dans la décennie. Les observations restent également les mêmes quant à la diminution de la fréquentation régulière du cinéma : ce sont les générations les plus jeunes qui ont été relativement le plus touchées par cette diminution, même s'ils fréquentent aujourd'hui plus le cinéma que leurs aînés.

Tableau 11
Le pourcentage de Français regardant la télévision "tous les jours"

	1978-1980	1988-1990	Différence (en valeur absolue)
. Les 60-70 ans	78,1	90,0	+ 11,9
. Les 50-60 ans	66,5	80,1	+ 13,6
. Les 40-50 ans	53,1	69,3	+ 16,2
. Les 30-40 ans	42,1	65,0	+ 22,9
. Les 20-30 ans	33,7	62,4	+ 28,7
Ensemble de la population	53,7	73,2	+ 19,5

Source : CREDOC

Recevoir chez soi : des mouvements générationnels contradictoires ?

Moins sensibles ont été les évolutions dans la période pour ce qui concerne la fréquence des réceptions à domicile : en 1981-1983, 28% des Français déclaraient recevoir chez eux des amis ou des relations au moins une fois par semaine. Ils sont 31% en 1988-1990. Mais même si les mouvements sont de faible amplitude, la fréquence des réceptions à domicile semble s'être accrue chez les plus âgés, tandis qu'elle paraît avoir diminuée dans les jeunes générations (tableau 12). Ce mouvement se confirmera-t-il à l'avenir ? Est-il vraiment révélateur d'une diminution de la sociabilité dans les jeunes générations ? En tout état de cause, aucun mouvement de ce type n'apparaît quant aux rencontres régulières avec des membres de sa famille, qui restent relativement stables, à un niveau très élevé (environ 94%).

Tableau 12
**Le pourcentage de Français déclarant recevoir chez eux,
au moins une fois par semaine, des amis ou des relations**

	1981-1983	1988-1990	Différence (en valeur absolue)
. Français nés en 1920-1929 ..	16,8	23,9	+ 7,1
. Français nés en 1930-1939 ..	18,1	19,3	+ 1,2
. Français nés en 1940-1949 ..	26,9	23,8	- 3,1
. Français nés en 1950-1959 ..	41,0	33,2	- 7,8
Ensemble de la population	28,2	31,0	+ 2,8

Source : CREDOC

Une pratique associative moins militante

Révéléateur de cette montée des valeurs individuelles, l'adhésion des Français aux associations a changé de nature dans la période. Ceux-ci ne sont pas pour autant moins nombreux à adhérer à des mouvements associatifs : si l'on retient six types d'associations (associations sportives, associations culturelles et de loisirs, associations confessionnelles, syndicats, associations de défense de la nature, associations de parents d'élèves), on relève que 42% des Français y adhèrent en 1988-1990, contre 37% en début de période (tableau 13). Remarquons d'ailleurs que parmi ces adhérents, nombreux sont ceux qui font partie de plus d'une association (34% d'adhérents sont dans ce cas, chiffre stable dans la période). Mais cette quasi-stabilité du monde associatif masque des évolutions contrastées selon les types d'activités menées : la pratique sportive en club (surtout pour les sports individuels¹) mobilise de plus en plus de Français, tandis que l'appartenance à un syndicat ne cesse de diminuer, traduisant la crise du militantisme dans la société française (10% des Français y adhéraient en 1978-1980, 7% en 1988-1990).

De la même façon, l'adhésion à une association de parents d'élèves stagne ou diminue (10% en début de période, 8,5% en fin). Et alors que les préoccupations des Français vis-à-vis des atteintes à l'environnement sont croissantes, la participation à une association de défense de la nature reste très rare dans la population (4% en 1978, 3% en 1990).

Cette crise du militantisme semble d'ailleurs davantage toucher les générations les plus jeunes, si l'on observe la nette diminution dans la période du taux d'appartenance à un syndicat chez les 20-30 ans (cf. tableau A5, en annexe).

¹ Cf. P. Moati, *"Filière sport - Nouveaux enjeux, nouvelles stratégies"*, Consommation et Modes de Vie, N° 49, Mai 1990.

Tableau 13
Taux de participation des Français à des associations

	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
Pourcentage d'adhérents à au moins une association	37,2	36,9	36,9	41,7
dont : une association sportive	15,3	16,8	18,9	19,5
un syndicat.....	9,7	9,2	7,3	7,1

Source : CREDOC

La solidarité complémentaire de l'individualisme

Mais, aussi paradoxal que cela puisse paraître, les Français n'ont pas pour autant rangé au placard la solidarité envers les plus défavorisés. Car l'individualisme des années quatre-vingt semble aller de pair avec la reconnaissance d'un Etat-Providence qui doit précisément exercer son efficacité auprès des laissés pour compte de la crise.

Trois éléments principaux se dégagent en effet de l'observation des opinions des Français en matière de politiques sociales :

* *L'aide envers les plus démunis de la société, les pauvres, semble aujourd'hui majoritairement s'imposer à la population comme une vraie nécessité.*

Preuve s'il en est de cet accord d'ensemble : 91 % des Français se disaient plutôt favorables au Revenu Minimum d'Insertion (RMI) en fin 1989 et 87 % en fin 1990. Certes, ce large consensus en faveur du RMI est dû, en grande partie, à l'existence de la condition d'insertion¹. Mais toujours est-il que les deux tiers (62 %) des Français estiment en 1990 que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis². D'ailleurs, la proportion de la population qui considère que la prise en charge par la collectivité des familles les plus défavorisées leur enlève tout sens des responsabilités est plutôt en diminution : 42 % des Français le pensaient en 1981-83, ils sont 38 % en 1988-90 (Tableau A6, en annexe).

¹ Cf. J.L. Volatier : "Pauvreté et Revenu Minimum d'Insertion : Attitudes et Opinions", Collection des rapports du CREDOC, N° 104, Juillet 1991.

² Cette question n'a été posée dans l'enquête qu'en 1990.

* Cette attente d'une aide accrue envers les plus démunis, les laissés pour compte de la société, va de pair avec une demande de prestations plus sélectives, plus redistributives. C'est notamment le cas en ce qui concerne les prestations familiales pour lesquelles une forte majorité de Français (80%) attendent qu'elles soient calculées en fonction du revenu, voire supprimées à partir d'un certain montant de ressources.

On constate ainsi une augmentation du nombre des "partisans de la redistribution sociale", c'est-à-dire les partisans d'une aide plus ciblée vers les bas revenus, que ce soit aussi bien en matière de prestations en espèces qu'en nature : ceux-ci représentaient 30% de la population en début de période ; ils en constituent 39% en 1988-1990 (Tableau 14) ; de plus, ce mouvement concerne toutes les classes d'âge.

Tableau 14

Evolution du pourcentage de "partisans de la redistribution sociale"¹

	1978-1980	1988-1990	Différence (en valeur absolue)
. Les 60-70 ans	31,4	39,5	+ 8,1
. Les 50-60 ans	30,5	41,0	+ 10,5
. Les 40-50 ans	27,0	37,6	+ 10,6
. Les 30-40 ans	29,7	40,4	+ 10,7
. Les 20-30 ans	31,4	38,0	+ 6,6
Ensemble de la population française	29,8	39,2	+ 9,4

Source : CREDOC

¹ Sont ici considérés comme "partisans de la redistribution sociale", ceux qui considèrent à la fois que le coût d'accès aux équipements et services existants devrait augmenter avec le revenu et que les allocations familiales devraient être calculées en tenant compte des ressources des bénéficiaires.

A l'opposé, les "égalitaristes" sont ceux qui estiment à la fois que le coût d'accès aux équipements et services existants devrait être le même pour tous (ou pris en charge par la collectivité) et qui prônent la même égalité de traitement pour les allocations familiales. Les égalitaristes représentent au total environ 12% des Français (proportion plutôt stable dans la période).

* Enfin, ces deux aspirations ne se traduisent pas pour autant par une attente systématique de demandes d'aides en espèces, mais se concrétisent plutôt - c'est au moins le cas en matière de prestations familiales - par une augmentation des partisans d'une redistribution réalisée par le biais de services et d'équipements collectifs, c'est-à-dire d'aides en nature. Comme si l'on souhaitait s'orienter vers une redistribution plus ciblée envers les plus démunis, mais aussi plus orientatrice, plus formatrice, en un mot moins sujette à d'éventuels effets pervers (une éventuelle "déresponsabilisation" des prestataires).

Tableau 15

Parmi les solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour accroître l'efficacité de l'aide aux familles ?

	(en %)			
	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
Une augmentation de l'aide en argent	54,0	43,5	45,8	46,0
Un accroissement des équipements collectifs et des services	37,4	46,5	43,9	44,6
Ensemble de la population (y.c. non réponses)	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : CREDOC

On relève ainsi la nécessité, pour une majorité de Français, d'améliorer l'efficacité des politiques sociales en les ciblant vers les groupes les plus défavorisés. Mais on sent poindre aussi l'émergence de catégories quelque peu dubitatives à l'égard d'une redistribution, acceptée dans son principe, mais à qui ces catégories reprochent peut-être de ne pas donner assez de place à l'effort individuel¹.

¹ Cf. L. Clerc, G. Hatchuel, J.L. Volatier : "La perception des politiques de la famille", Collection des rapports du CREDOC, N° 101, Juillet 1991.

Est-il trop hardi de relier ces sentiments interrogatifs vis-à-vis d'éventuels effets pervers de la redistribution et les réponses apportées par les Français à la question sur la catégorie de population qui bénéficie le plus des prestations sociales ? En tout état de cause, on relève que le premier groupe cité à ce propos en 1990 (17% des réponses) est "les étrangers, les immigrés". Or, "les étrangers", au contraire des autres groupes cités ensuite, tels que les chômeurs (9%), les personnes âgées (9%), les pauvres (10%) ou les familles nombreuses (6%), ne forment pas une catégorie de population pour laquelle il existe des aides spécifiques. Il y a là, au travers de ceux qui voient dans les étrangers les plus gros bénéficiaires des prestations sociales, l'expression d'un certain malaise social et une certaine insatisfaction générale sur la société sur lesquels on ne peut manquer de s'interroger.

² La question posée est la suivante : *"En France, comme dans de nombreux pays étrangers, diverses prestations sont distribuées en cas de maladie, de chômage, de retraite, de maternité, etc... A votre avis, quelle est la catégorie de population qui en bénéficie le plus ?"* Précisons qu'il s'agit là d'une question ouverte. Autrement dit, aucune proposition de réponse n'est formulée à l'enquête. Ce n'est qu'après que les réponses aient été fournies spontanément qu'elles font l'objet d'un post-codage.

SECTION IV

Les souhaits de transformation de la société : derrière une stabilité apparente, un profond bouleversement structurel

Deux types d'informations permettent d'analyser l'évolution, dans la période, des opinions générales des Français sur le fonctionnement de la société :

- *Les besoins ressentis de transformation sociétale*, que celle-ci doive se réaliser par des réformes progressives ou radicales.
- *Les opinions sur la justice et sur son fonctionnement*. Cette opinion est plus générale qu'elle ne peut le paraître car à travers cette prise de position, c'est bien souvent sur l'Etat lui-même que les enquêtés portent un jugement.

Globalement, les évolutions des opinions sur ces deux thèmes ont été très régulières de 1978 à 1989. L'année 1990 est en revanche exceptionnelle. Avant de commenter cette fracture de 1990, analysons les tendances de moyen terme.

Pour les Français, la société a besoin de se transformer par des réformes progressives

Une large majorité de Français (75 % environ) estime que la société a besoin de se transformer, mais par des réformes plus progressives que radicales. Cette préférence affichée pour des réformes progressives est constante sur toute la période 1978-1989, les proportions de "non réformateurs", de "progressistes" et de "radicaux" ne fluctuant guère au long de ces années (cf. graphique B3, en annexe).

Le fait politique majeur de la décennie passée, à savoir l'effondrement des régimes communistes d'Europe de l'Est et la perte d'influence progressive des partis communistes en Europe de l'Ouest n'ont pas *globalement* affecté les opinions des Français sur la nécessité de transformer la société : le nombre de partisans de

réformes radicales ne sont pas devenus moins nombreux (ils sont environ 24%). Cette constatation conduit à s'interroger sur les raisons pour lesquelles les Français estiment le changement social nécessaire. Adhèrent-ils avant tout à telle ou telle idéologie ou bien manifestent-ils plus simplement leur satisfaction ou leur mécontentement vis-à-vis de leurs conditions de vie, leur inquiétude ou leur confiance en l'avenir ? En tout état de cause, la "victoire" intellectuelle de l'économie de marché et des régimes démocratiques, qui conduit aujourd'hui certains philosophes à diagnostiquer la fin du processus historique, n'a pas globalement eu d'effet sur les souhaits de transformation de la société exprimés par les Français : les réformes "progressives" n'ont pas gagné de suffrages sur les réformes "radicales".

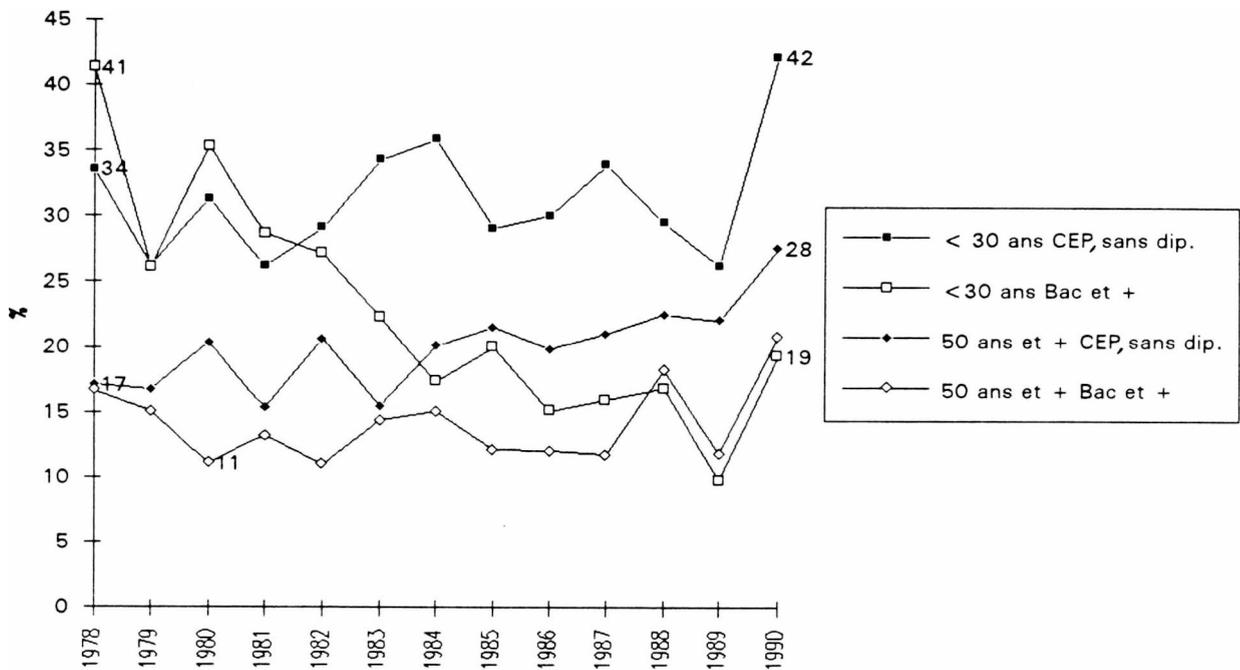
Un phénomène tout aussi peu évident *a priori* a affecté les opinions sur le fonctionnement de la justice : elles se sont améliorées lentement, mais très régulièrement, de 1978 à 1989 (cf. graphique B4, en annexe). Malgré les nombreuses mises en cause par les médias et les "affaires" soulevées périodiquement, l'institution judiciaire et bien souvent, à travers elle, l'Etat ont bénéficié d'opinions, certes globalement défavorables, mais en amélioration progressive.

Cette stabilité globale des opinions formulées sur ces deux thèmes masque néanmoins un mouvement structurel important : les "radicaux" ne sont plus les mêmes.

Un nouveau radicalisme

Au début des années 80, le besoin de réformes radicales était le plus fortement manifesté chez les jeunes quel que soit leur niveau d'études. Parallèlement, les Français plus âgés ne considéraient souvent pas les transformations de la société comme nécessaires. Cette opposition entre générations s'est aujourd'hui fortement atténuée : progressivement, s'est creusée une fracture nouvelle entre les Français les moins diplômés (niveau CEP) et les diplômés du bac ou d'études supérieures. Au fil des ans, les jeunes diplômés ont ainsi rejoint les souhaits de non-transformation ou de réformisme progressif de leurs aînés, tandis que les jeunes au niveau d'études faible ont été rattrapés, dans leur radicalisme, par les plus âgés de même niveau (graphique 2).

Graphique 2
Les partisans de réformes radicales : les jeunes jusqu'en 1982-83, les non-diplômés depuis.



Source : CREDOC

A un clivage **jeunes/personnes âgées** s'est donc substituée progressivement une opposition **diplômé/non diplômé**. Les disparités d'attitudes politiques selon l'âge, l'urbanisation (les parisiens étaient plus radicaux que les ruraux) se sont corrélativement atténuées à la fin des années 1980. Les personnes âgées, traditionnellement nombreuses à ne pas se prononcer, ont ainsi progressivement rejoint les autres classes d'âge. C'est dans le contexte de ce changement d'orientation de la fracture entre opinions radicales et conservatrices, qu'il faut interpréter l'apparition d'un "consensus" au centre de l'échiquier politique, consensus qui ne concerne, en réalité, que la sous-population des diplômés à laquelle les hommes politiques appartiennent très majoritairement.

Les opinions sur le fonctionnement de la justice ont aussi fait l'objet d'une transformation structurelle similaire, d'ampleur cependant moins importante. Les jeunes, qui étaient les plus contestataires en 1980, sont devenus les moins critiques au début des années 1990. A l'inverse, ce sont les quadragénaires et les quinquagénaires de niveau d'études moyen (technique court ou BEPC) qui sont devenus les plus mécontents vis-à-vis du fonctionnement de cette institution.

Le point commun de ces deux tendances structurelles de moyen terme est la disparition de la contestation radicale de la jeunesse, en particulier des étudiants et des jeunes diplômés. Dans leur majorité, ceux-ci ne remettent plus en cause la rationalité du discours économique libéral. Relativement épargnés par le chômage, même s'ils en perçoivent la menace diffuse, les jeunes diplômés peuvent se laisser emporter par le courant individualiste (cf. ci-dessus). Ils désinvestissent ainsi la politique et privilégient leur épanouissement ou accomplissement personnel dans leur travail, leurs loisirs, leur vie sentimentale, voire leurs relations avec leur famille (cf. ci-après). Le niveau d'études des jeunes étant à la hausse, ainsi que la longueur des études, cette sous-population, celle des "yuppies", a acquis un poids non négligeable au sein de l'ensemble de la jeunesse.

A l'opposé, les jeunes non diplômés n'ont pas perdu leur potentiel de contestation. A la fois moins influencés par l'idéologie libérale et plus fortement confrontés à la difficulté de trouver un emploi, ils sont particulièrement bien placés pour critiquer les effets de l'économie de marché ou l'impuissance des politiques de lutte contre le chômage. Leurs aînés les rejoignent dans cette contestation et le mouvement d'extrême droite peut trouver une part de ses appuis dans ce mécontentement radical.

Dans ce contexte d'émergence de deux courants opposés dans la population, celui des diplômés relativement satisfaits et "néo-conservateurs" et celui des non-diplômés plus radicaux, une brusque fracture a eu lieu à la fin de l'année 1990. De façon concomitante, les opinions sur le fonctionnement de la justice se sont soudainement dégradées et les souhaits de transformation de la société par des réformes radicales ont augmenté. On peut bien sûr trouver des explications conjoncturelles à cette fracture récente : inquiétude face à la crise du Golfe, "affaires" judiciaires. Il faut cependant souligner que cette évolution brutale est la première observée par le système d'enquêtes depuis 1978.

Des attitudes favorables au progrès technique et un ralentissement de l'engouement envers l'informatique

Les opinions des Français sur le progrès technique relèvent-elles d'un compromis qui résulterait d'une forte contradiction entre la satisfaction du consommateur et la méfiance du travailleur ? On peut se le demander, car d'un côté, les Français estiment

majoritairement, en 1990 comme avant, que les découvertes scientifiques améliorent la vie. Certes, ce point de vue s'exprime avec modération, les réponses "améliorent un peu la vie" (57% environ) l'emportant sur les positions plus tranchées ("améliorent beaucoup la vie")¹. Cette opinion favorable au progrès technique peut sans doute être mise en relation avec la diffusion dans la population de nouveaux produits de haute technologie : télévision couleur, four à micro-ondes, magnétoscope, son "laser", etc,... (cf. ci-dessus). Les progrès sensibles de la médecine, des transports et même de l'industrie agro-alimentaire (surgelés, nouveaux végétaux hybrides) contribuent aussi au maintien de cette position globalement favorable.

Mais d'un autre côté, quand on demande aux Français à quoi est due l'importance du chômage actuel, ils répondent spontanément, en premier lieu : "à la modernisation, au progrès"². Les réponses données sont sans équivoque : "machines", "mécanisation", "informatique", "restructuration de l'industrie". Cette explication commune du développement du chômage par l'automatisation éclaire l'évolution, dans la période, des opinions sur la diffusion de l'informatique : l'accroissement rapide des réponses considérant cette diffusion "souhaitable" (1977 à 1984) a fait place à une certaine stabilisation, le nombre de ces partisans semblant marquer le pas après 1984 (cf. graphique B5, en annexe). Cette évolution significative ne change cependant pas l'ordre de préférence entre les adjectifs proposés pour caractériser cette diffusion : elle est en premier lieu considérée comme "inévitabile" (52% en 1988-1990), puis comme "souhaitable" (35%), enfin, en dernier lieu, comme "regrettable et dangereuse" (12%).

On ne s'étonnera donc pas que les ouvriers et les employés soient plus dubitatifs vis-à-vis de la diffusion de l'informatique que les cadres et professions libérales. D'ailleurs, une certaine méfiance vis-à-vis de l'informatique s'est progressivement diffusée dans les catégories moyennes de la population (diplômés du technique court et de niveau BEPC), qui manifestent ainsi des positions aussi peu enthousiastes que les non-diplômés.

¹ Dans la période, le sentiment que les découvertes scientifiques améliorent **un peu** la vie quotidienne a cru (52% en 1978-1980 et 57% en 1988-1990), tandis que le sentiment qu'elles l'améliorent **beaucoup** a diminué (35% au début, 30% à la fin).

² Cette réponse a été donnée en premier à cette question en 1985, 1986 et 1990 : cf. C. Duflos : *"Les Français face aux politiques de l'emploi et de l'indemnisation du chômage : Insatisfaction et forte demande de social"*, Collection des rapports du CREDOC, N° 96, Mars 1991.

Un effet de génération vient cependant contrecarrer cet effet de moyen terme : si les Français qui ont actuellement 50 ans ou plus sont plutôt méfiants vis-à-vis de cette technologie, les nouvelles générations habituées à cet outil seront probablement moins enclines à le mettre en doute. D'ailleurs, si l'on compare le début et la fin de la période d'observation, malgré la stabilisation ou la baisse intervenue après 1984, les opinions considérant que la diffusion de l'informatique est une chose souhaitable ont évolué en hausse, surtout dans les jeunes générations (tableau 16).

Tableau 16

Le pourcentage de Français considérant la diffusion de l'informatique
comme une chose souhaitable

	1978-1980	1988-1990	Différence (en valeur absolue)
. Les 60-70 ans	20,9	25,2	+ 4,3
. Les 50-60 ans	24,9	31,6	+ 6,7
. Les 40-50 ans	20,3	34,3	+ 14,0
. Les 30-40 ans	27,4	38,1	+ 10,7
. Les 20-30 ans	25,1	45,4	+ 20,3
Ensemble de la population française	24,5	35,2	+ 10,7

Source : CREDOC

En revanche, les opinions sur les découvertes scientifiques varient très peu selon l'âge. Aucun effet de génération ne peut donc venir modifier la stabilité actuelle. Cependant, cette absence d'évolution générale masque ici aussi un clivage selon le niveau d'études : quel que soit leur âge, les diplômés du bac ou d'études supérieures sont restés assez enthousiastes, voire même le sont devenus encore plus. Cette amélioration relative de l'image des découvertes scientifiques chez les plus diplômés peut être mise en relation avec l'abandon partiel des attitudes "anti-nucléaires" qui caractérisaient, il y a dix ans, la frange "moderniste" de cette catégorie sociale. A l'opposé, les Français non-diplômés, et surtout ceux qui ont une formation

intermédiaire (niveau BEPC) sont devenus plus dubitatifs vis-à-vis du progrès technique. Déception vis-à-vis des produits électroniques domestiques ou inquiétude à l'égard de l'informatique ? Cette prise de recul de la "France profonde" vis-à-vis du progrès technique est une tendance constante et régulière, masquée par les opinions favorables des diplômés et l'augmentation générale du niveau d'études. Comme les opinions sur le fonctionnement de la société, les points de vue sur le progrès technique témoignent de la lente mais régulière émergence d'une fracture selon le niveau d'études personnel. A des attitudes confiantes et relativement conservatrices chez les diplômés du bac ou d'études supérieures, s'opposent des opinions qui manifestent un mécontentement et une certaine méfiance dans le reste de la population.

SECTION V

Modernisme et traditionalisme : une tendance à l'uniformisation

Cette montée du radicalisme en fin de période (début des années 1990) et surtout le profond bouleversement structurel intervenu, entre 1978 et 1990, dans les souhaits de transformation de la société sont-ils liés à une évolution des valeurs sur le mariage, la famille, sur les moeurs en général ? Il ne le semble pas. Au contraire, il est apparu dans la période une homogénéisation relative des opinions sur des sujets tels que la famille, le mariage ou le travail féminin. Comment d'ailleurs ne pas rapprocher la diffusion massive de la télévision dans la décennie et le constat d'une certaine uniformisation dans les modes de pensée ? En tout état de cause, mises à part les attitudes sur le travail féminin, les valeurs que l'on peut considérer comme les plus traditionnelles en matière de moeurs ne se sont pas fondamentalement modifiées dans la période.

La famille reste une valeur stable

L'opinion "moderniste" selon laquelle "la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu" s'est diffusée de 1978 à 1982, puis a régressé jusqu'en 1987 pour se stabiliser aux alentours de 31%. Autrement dit, encore les deux tiers des Français restent fortement attachés à la famille. Il ne faut certes pas oublier que celle-ci a subi, dans les dernières décennies, de profondes modifications, en particulier l'autonomie des individus y est plus importante. La stabilisation de la fécondité (qu'elle soit mesurée par l'indicateur conjoncturel ou la descendance finale) peut être en partie éclairée par ces opinions très favorables à la famille. En tout état de cause, remarquons que si l'on est toujours plus fortement attaché à la famille quand on est plus âgé, les jeunes générations aussi n'ont guère évolué dans la période quant à leur position sur la famille "lieu de refuge" où l'on se sent bien (tableau 17).

Tableau 17

Le pourcentage de Français estimant que "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu"

	1978-1980	1988-1990
. Les 60-70 ans	86,4	84,7
. Les 50-60 ans	79,9	78,8
. Les 40-50 ans	75,1	67,0
. Les 30-40 ans	59,2	60,7
. Les 20-30 ans	47,5	51,2
Ensemble de la population française	68,3	67,8

Source : CREDOC

Le mariage : une stabilisation des opinions modernistes

L'opinion la plus "moderniste" sur le mariage ("c'est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties") a, elle aussi, obtenu progressivement plus de suffrages de 1978 à 1985 (de 33% à 38%), puis s'est maintenue à ce niveau (36% à 38%) les années suivantes. On peut donc davantage parler, dans ce cas, de stabilisation que de retour au point de départ. Ce mouvement peut probablement être mis en relation avec le redémarrage récent de la nuptialité en France. Il reste que les opinions estimant que le mariage est "une union qui peut être dissoute dans des cas très graves", ou celles, plus traditionalistes, qui considèrent qu'il s'agit d'une "union indissoluble" sont encore, à elles deux, majoritaires (respectivement 35% et 24% en fin 1990, soit 59% au total). Remarquons cependant une diminution assez sensible de la conception du mariage indissoluble chez les 40-60 ans (cf. tableau A7 en annexe).

Le travail féminin s'enracine dans les esprits

Famille, mariage, les modifications d'opinions apparaissent faibles sur ces sujets dans la décennie. Elles ont été plus rapides en ce qui concerne les attitudes sur le travail

des femmes. On sait en effet que la croissance continue de l'activité féminine depuis les années cinquante constitue un des faits majeurs de l'évolution de la société française de l'après-guerre. Or, elle n'apparaît pas -ou n'apparaît plus- comme un phénomène subi : le travail féminin est une idée qui s'enracine effectivement chez les Français. Ainsi, les partisans du libre travail des femmes (les femmes devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent) ont crû fortement de 1978 à 1981, puis ont continué à augmenter depuis, mais plus lentement : 31% des Français étaient favorables au libre travail des femmes en 1978, 42% en 1981, 44% en 1990. Bien sûr, on peut voir, plus généralement, dans cette prise de position, un refus de mesures coercitives et un plaidoyer pour la liberté individuelle. Mais cette tendance en faveur du travail féminin relève certainement d'un mouvement de fond de la société française: l'évolution des quinze dernières années, l'élévation du niveau culturel de la population, le renouvellement des générations, tous ces éléments convergent pour conclure à une probable poursuite de la diffusion des opinions favorables à l'activité professionnelle des femmes, même si le vieillissement de la population peut, en revanche, ralentir légèrement cette évolution.

Tableau 18

**Le pourcentage de Français favorables
au libre travail des femmes¹**

	1978-1980	1988-1990	Différence (en valeur absolue)
. Les 60-70 ans	20,1	27,7	+ 7,6
. Les 50-60 ans	24,3	36,2	+ 11,9
. Les 40-50 ans	25,0	49,4	+ 24,4
. Les 30-40 ans	42,2	54,1	+ 11,9
. Les 20-30 ans	47,4	55,7	+ 8,3
Ensemble de la population française	31,9	44,4	+ 12,5

Source : CREDOC

¹ Sont classées ici les réponses "*Les femmes devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent*" et "*Les femmes devraient toujours travailler*".

Remarquons cependant que même si les opinions sur cette question ont profondément évolué dans la période, les partisans du travail féminin sont encore, en France, légèrement minoritaires (ils sont même encore très peu nombreux chez les plus âgés). On relève d'ailleurs que leur nombre semble, en fin de période, marquer le pas du fait d'une légère remontée des opposants à l'activité des femmes ayant un enfant en bas âge (31% en fin 1990). Comme si les opinions des Français, favorables ou défavorables sur le travail féminin, tenaient presque plus aujourd'hui à l'idée qu'ils ont des contraintes et du rôle de la femme *quand elle a un enfant en bas âge* que d'une prise de position de principe sur l'activité féminine, maintenant plus ou moins admise, car courante¹.

Une certaine homogénéisation des opinions

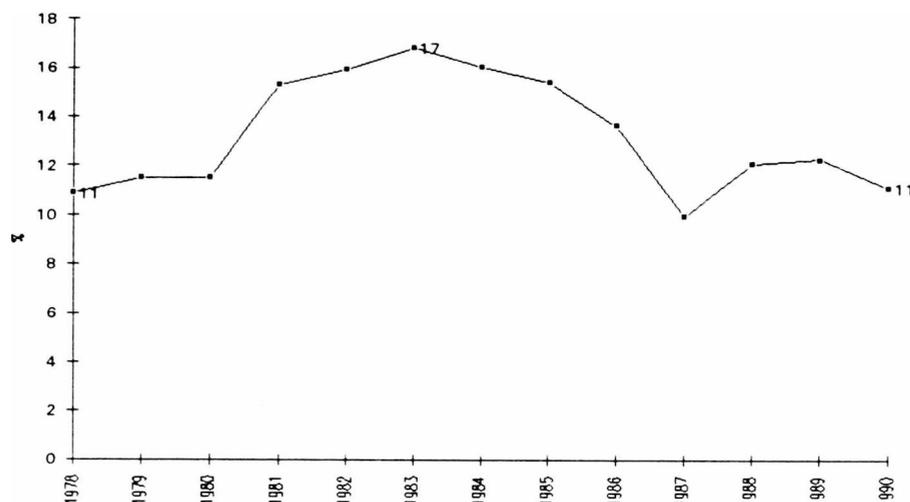
Les attitudes cumulées des Français vis-à-vis de la famille, du mariage ou du travail féminin permettent de définir ce qu'on peut appeler, sans jugement de valeur idéologique, un indicateur de "modernisme/traditionalisme". Le suivi de cet indicateur entre 1978 et 1990 est révélateur de l'évolution des opinions des Français en matière de moeurs.

Les modernistes² ont sensiblement progressé de 1978 à 1983 dans toutes les couches de la population, puis ont rapidement perdu le terrain gagné pour se stabiliser, au début des années 90, au niveau qui était le leur en début de période : 11% des Français peuvent être qualifiés de "modernistes" en 1990, contre 11% en 1978 et plus de 16% en 1983. Le retournement de tendance au milieu des années quatre-vingt a été lent, mais régulier (graphique 3).

¹ Signe de ce climat général d'évolution des mentalités plus attentif aux difficultés des mères actives ayant des enfants en bas âge : 78% des Français se déclarent partisans d'une politique incitant, par des aides financières, les mères de jeunes enfants à cesser *temporairement* de travailler. 72% des femmes actives y sont également favorables. Cf. G. Hatchuel, "*Activité féminine et jeune enfant*", Collection des rapports du CREDOC, N° 95, Février 1991.

² Sont qualifiés de "modernistes" les Français qui déclarent simultanément que "*la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu*", que "*le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties*" et que "*les femmes devraient toujours travailler, ou travailler dans tous les cas où elles le désirent*".

Graphique 3
La part des "modernistes" dans l'ensemble de la population



Source : CREDOC

A l'opposé, le pôle "traditionaliste"¹ a chuté dans la période : il est passé de 15 % en 1978 à 10 % en 1981 ; il est resté stable après. Autrement dit, le mouvement du début des années 80 a été parfaitement **symétrique** : développement du pôle moderniste et diminution du noyau traditionaliste. Mais à partir de 1984, il y a eu simultanément **décroissance** du pôle moderniste et **stabilité** du noyau traditionaliste. Comparés finalement à la situation de départ, les traditionalistes sont maintenant moins nombreux et les modernistes en nombre identique.

Cette évolution appelle deux remarques complémentaires :

- Les deux pôles qualifiés de modernistes ou traditionalistes peuvent être appréciés comme les noyaux "durs", une épure, pourrait-on dire, de chaque groupe de population ayant une représentation du rôle de la famille, soit traditionnelle, soit moderne. Or, on constate que le nombre de Français appartenant à chacun de ces pôles très typés (réponses cumulées à trois questions différentes) ne dépasse pas, dans les deux cas, un gros dixième de la population. La majeure partie des Français adoptent donc des positions "intermédiaires".

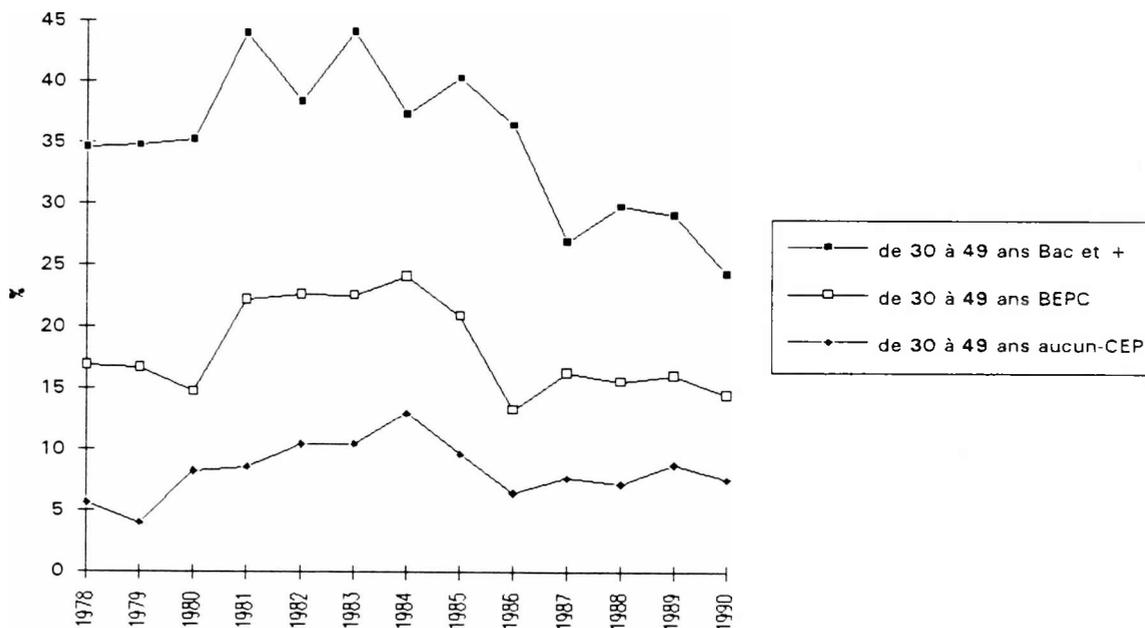
¹ Sont qualifiés de "traditionalistes" les Français qui pensent à la fois que la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu, que le mariage est une union indissoluble, et que "les femmes ne devraient jamais travailler" ou "ne le devraient jamais lorsqu'elles ont des enfants en bas âge".

- Si le pôle "moderniste" est revenu à sa taille initiale après avoir progressé jusqu'au milieu des années 80, ce mouvement de repli n'empêche pas que certaines opinions "modernistes" (telle que par exemple la liberté des femmes de travailler) ont pu continuer à se diffuser ou se sont maintenues dans certaines catégories de la population.

Mais le plus frappant dans ces évolutions concerne la *composition* des groupes de "modernistes" ou "traditionalistes". Bien sûr, le "pôle moderniste" est très typé sur le plan socio-démographique : on est d'autant plus moderniste qu'on est jeune, qu'on est diplômé et qu'on vit dans une grande agglomération. Ces caractéristiques n'ont pas changé dans les treize dernières années. Mais c'est l'intensité de cette caractérisation qui a évolué : les écarts entre jeunes et moins jeunes, entre diplômés et non diplômés, entre ruraux et urbains, se sont sensiblement réduits (graphique 4).

Graphique 4

Le modernisme chez les 30-49 ans : analyse évolutive selon le niveau de diplôme



Source : CREDOC

Ainsi, depuis 1984, les jeunes de moins de 24 ans, les diplômés d'études supérieures, les habitants de l'agglomération parisienne ont été de moins en moins nombreux à défendre des opinions modernistes sur la famille et surtout sur le mariage. Ils considèrent au contraire de plus en plus fréquemment que "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu" ou que "le mariage est une union indissoluble". Par exemple, la part de "modernistes" chez les jeunes de moins de 30 ans munis du bac, a chuté de 51 % en 1981 à 33 % en 1990.

Les personnes âgées, les "sans diplôme" et les ruraux ont évolué moins vite, mais, dans certains cas, ont continué malgré tout à se diriger vers plus de modernisme après 1984 : c'est par exemple le cas des opinions sur le mariage pour les moins diplômés. On peut remarquer aussi que les opinions les plus favorables au travail féminin se sont diffusées en province, alors qu'elles sont restées stables de 1978 à 1990 chez les jeunes parisiens.

Bien sûr, si ce mouvement d'homogénéisation des opinions sur la famille, le mariage et le travail féminin est manifeste, il ne faut pas pour autant perdre de vue que les clivages sur ces sujets étaient tellement forts à la fin des années 70 qu'ils restent encore très significatifs aujourd'hui.

Tableau 19

**Moins de traditionalistes et moins de modernistes
dans les groupes extrêmes**

	1978-1980	1988-1990
Le pourcentage de "modernistes" parmi :		
. Les diplômés du bac ou du supérieur	31,6	25,9
. Les habitants de la région parisienne	29,5	21,6
. Les moins de 30 ans ayant le bac	39,1	32,7
. <i>L'ensemble de la population française</i>	<i>11,3</i>	<i>11,8</i>
Le pourcentage des "traditionalistes" parmi :		
. Les non-diplômés (aucun diplôme ou CEP)	20,7	13,7
. Les habitants de petites communes (moins de 2000 hab.)	19,7	11,9
. Les plus de 50 ans sans diplôme	25,2	19,0
. <i>L'ensemble de la population française</i>	<i>14,9</i>	<i>10,2</i>

Source : CREDOC

Lecture du tableau : 29,5% des habitants de la région parisienne étaient "modernistes" en 1978-80. Ils sont 21,6% en 1988-90.

Cette homogénéisation relative constitue-t-elle un mouvement de fond, structurel, ou ne témoigne-t-elle pas d'un simple décalage dans le temps entre le retournement vers certaines valeurs traditionnelles visible chez les jeunes urbains diplômés et d'autres catégories de population qui ne les auraient pas encore "suivies". L'étude détaillée de cohortes permet de répondre en partie à cette question (tableau A8, en annexe) : les positions sur les "valeurs" ne varient que très lentement au sein d'une même génération. Le retournement de tendance chez les jeunes diplômés provient donc essentiellement de l'arrivée de générations moins "modernistes" que celles qui les précédaient. Le remplacement des générations favorise ainsi "mécaniquement" la diffusion des idées modernistes parmi les personnes plus âgées et les modifications des "valeurs" chez les nouvelles générations rapprochent ces dernières de leurs aînées. Il s'agit donc bien plutôt d'un mouvement d'homogénéisation.

Remarquons que le retour des jeunes vers certaines valeurs traditionnelles (famille, mariage) est à nuancer : par exemple, la pratique religieuse n'a pas augmenté dans les nouvelles générations. On relève en effet une forte stabilité intra-générationnelle de cette pratique. La tendance de long terme est donc à la lente diminution de la fréquentation de lieux de culte. Le "retour au spirituel", souvent annoncé, ne se traduit donc pas pour autant par une redécouverte des pratiques religieuses traditionnelles chez les jeunes (cf. tableau A9, en annexe) : 7% des 20-30 ans de 1988-90 déclarent fréquenter régulièrement un lieu de culte. Ils étaient pratiquement le même nombre en 1981-83.

Le modernisme n'est plus synonyme d'attitudes contestataires

Autre élément significatif de cette uniformisation des opinions, les attitudes respectives de chacun des groupes "modernistes" et "traditionalistes" sur les transformations à apporter à la société se sont considérablement rapprochées, parfois inversées. En même temps que les caractéristiques socio-démographiques de base des "modernistes" se sont "adoucies" (moindre importance relative des jeunes diplômés parisiens), leur volonté de transformer la société par des réformes radicales s'est en effet nettement amoindrie : 46% des modernistes de 1978-1980 souhaitaient que la société se transforme par des réformes radicales ; cela ne concerne plus que 20% des modernistes de 1989-1990 (soit moins que la moyenne) ; de même, ils ne critiquent

maintenant pas plus le fonctionnement de la justice que l'ensemble de la population (tableau 20).

Le même mouvement en sens inverse est apparu chez les "traditionalistes" : ils prônent plus souvent la nécessité de transformations profondes de la société. Rappelons que ce sont aujourd'hui les non-diplômés qui souhaitent le plus des réformes radicales (cf. ci-dessus). Ce sont donc aujourd'hui plutôt les traditionalistes qui demandent de telles réformes. Mais ceci ne signifie pas pour autant que ces transformations radicales doivent nécessairement consister en un retour vers le "traditionalisme", qui, rappelons-le, ne progresse pas actuellement dans la société française.

Tableau 20

Des modernistes moins contestataires.
Des traditionalistes plus radicaux.

	1978-1980	1988-1990	Différence (en valeur absolue)
Le pourcentage de partisans d'une transformation profonde de la société par des changements radicaux, au sein :			
. des modernistes	45,8	20,4	- 25,4
. des traditionalistes	17,3	30,0	+ 12,7
. de l'ensemble de la population française	23,9	25,1	+ 1,2
Le pourcentage d'individus estimant que la justice fonctionne mal, au sein :			
. des modernistes	82,5	68,6	- 13,9
. des traditionalistes	60,5	68,6	+ 8,1
. de l'ensemble de la population française	66,9	68,6	+ 1,7

Source : CREDOC

Lecture du tableau : En 1978-1980, 45,8% des modernistes souhaitaient des changements radicaux de la société. Ils ne sont plus que 20,4% en 1989-1990. Par contre, 17,3% des traditionalistes voulaient des changements radicaux en début de période, ils sont maintenant 30%.

La décennie s'est donc caractérisée, non par une diffusion des idées modernistes, mais par leur banalisation. Prôner des opinions modernes en matière de mœurs n'implique plus une attitude contestatrice globale. C'est la disparition des "soixante-huitards".

De la même façon, traditionalisme ne rime plus nécessairement avec conservatisme : si les traditionalistes ont diminué en nombre, leurs positions sur le fonctionnement de la société traduisent aujourd'hui un mécontentement certain.

Cette dilution des valeurs modernistes et l'émergence de traditionalistes moins conservateurs ont donc contribué à l'homogénéisation des opinions dans la décennie. Cette uniformisation s'est concrétisée aussi dans la disparition des différences d'attitudes qui, pendant longtemps, ont séparé, sur bien des sujets de société, les habitants de Paris et ceux de la province.

SECTION VI

Une montée des inquiétudes

Réalisme ou peur incontrôlée ? Toujours est-il que l'uniformisation des opinions et la remise en cause des valeurs collectives, la montée de l'individualisme et les modifications structurelles dans les demandes de transformation de la société, se sont aussi accompagnées d'une montée significative des inquiétudes dans la société française¹.

L'enquête du CREDOC comporte en effet diverses questions qui, depuis dix ans, mesurent l'intensité de l'inquiétude de la population, "pour soi-même ou pour des proches", face à six sujets différents : *la maladie grave, l'agression dans la rue, l'accident de la route, le chômage, la guerre et l'accident de centrale nucléaire.*

Or toutes ces craintes ont significativement augmenté entre 1981 et 1990, sauf une : celle concernant le chômage, qui est restée stable, il est vrai à un niveau élevé (57% d'inquiets du chômage en 1989-90, comme en 1981-82). Mais il faut rappeler qu'une part importante de la population, part qui s'est accrue dans la période, n'est pas en pratique exposée à ce risque (retraités, inactifs, etc,...). Quant à la peur de la guerre, elle était plutôt en nette décroissance dans les années 80, mais le conflit du Golfe a mis un coup d'arrêt à ce mouvement vers plus de sérénité : 54% des Français éprouvaient de l'inquiétude face au risque de guerre en 1981-82. Ils étaient 41% en fin 89, puis 68% en fin 90, juste avant la guerre du Golfe.

Si l'on retient comme "indicateur d'inquiétude"² quatre sujets possibles, qui concernent des domaines très différents, relatifs à des dangers aussi bien individuels (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que collectifs (accident de centrale nucléaire), on note un doublement de la population inquiète en moins de dix ans : 14% en 1981-82, 28% en 1989-90.

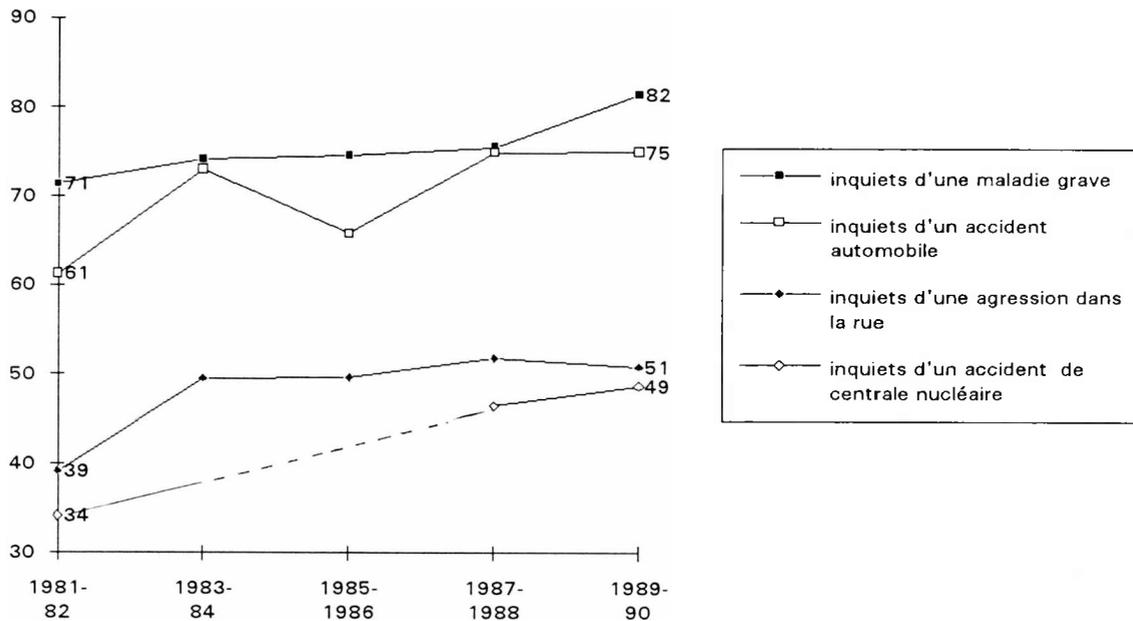
¹ Cf. G. Hatchuel, J.L. Volatier, *"Les nouveaux inquiets. La diffusion des craintes dans la société française"*, Consommation et Modes de Vie, N° 62, Novembre 1991.

² Pour l'élaboration de cet indicateur, ont été considérés comme "inquiets" les Français déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux et pour leurs proches, à la fois vis-à-vis d'une maladie grave, d'un accident de la route, d'une agression dans la rue et d'un accident de centrale nucléaire.

Les "tranquilles" sont ceux n'ayant exprimé d'inquiétude sur aucun de ces quatre sujets : ils étaient 14% en 1981-82 ; ils sont 7% en 1989-90.

Graphique 5

La montée des inquiétudes en dix ans



Source : CREDOC

On peut certes mettre en relation chacune des inquiétudes révélées avec des faits réels ou des thèmes au coeur de l'actualité : la crainte de la maladie grave avec le SIDA, la peur d'un accident de centrale nucléaire avec Tchernobyl, la crainte d'un accident de la route avec différentes opérations de grande envergure appelant à la prudence, ... Mais la régularité des tendances laisse penser qu'il s'agit là d'une évolution de fond. D'ailleurs, l'indicateur traduit une inquiétude cumulée (personnes inquiètes sur quatre thèmes à la fois), qui ne peut donc se réduire à telle ou telle circonstance particulière.

On relève de plus que cette montée des inquiétudes a globalement concerné chacune des différentes générations (cf. tableau 21) : cette diffusion des craintes s'est en effet réalisée dans toutes les catégories de la population, même celles qui étaient les moins inquiètes en début de période ; elle ne s'est pas traduite par la concentration de certaines inquiétudes uniquement dans quelques groupes que l'on pourrait considérer -à tort ou à raison- comme particulièrement "craintifs".

Tableau 21

Evolution de l'indicateur d'inquiétudes dans les différentes générations

	(% d'inquiets)		
	1981-1983	1988-1990	Différence (en valeur absolue)
. Français nés en 1920-1929	16,3	30,5	+ 14,2
. Français nés en 1930-1939	16,1	29,9	+ 13,8
. Français nés en 1940-1949	14,0	24,8	+ 10,8
. Français nés en 1950-1959	15,5	26,2	+ 10,7
. Français nés en 1960-1969	*	24,9	-
Ensemble de la population	17,4	26,9	+ 9,5

* Population trop jeune à cette date (non enquêtée)

Source : CREDOC

On peut distinguer aujourd'hui, au sein des catégories les plus inquiètes, deux groupes différents :

* D'une part, les catégories habituellement "craintives", celles qui l'étaient il y a dix ans et qui le sont toujours. Figurent ici les personnes les plus âgées, les retraités, les femmes, les personnes sans diplômes et les traditionalistes en matière de moeurs. L'appréhension est d'autant plus grande quand ces critères se cumulent : les femmes de plus de 65 ans, les inactives, les personnes de plus de 50 ans sans diplômes figurent au palmarès des plus craintifs (plus de 30% d'inquiets).

Notons que les contraintes économiques semblent aussi peser sur le sentiment de crainte. Ainsi, ceux qui déclarent régulièrement s'imposer des restrictions expriment de plus grandes appréhensions que ceux qui ne s'en imposent pas (30% d'inquiets chez les premiers en 1989-90, contre 24% chez les seconds).

* D'autre part, émergent aujourd'hui de "nouveaux" inquiets, des groupes qui, il y a dix ans, exprimaient une relative quiétude : les 25-34 ans, les femmes de 50 à 64 ans, les employés, les ouvriers et les foyers disposant de revenus moyens. On remarque qu'il s'agit là de groupes importants du point de vue de leur poids démographique, ce qui traduit une montée de l'inquiétude dans les couches moyennes de la population française.

Bien sûr, il ne faut pas exagérer outre mesure cet effet : les "inquiets" restent encore en France largement minoritaires (28%). D'autre part, quelques catégories "privilegiées" sont encore aujourd'hui très sereines. La montée des craintes a, en particulier, été moins forte chez les habitants de Paris et de la petite couronne parisienne : ceux-ci figurent en bonne place parmi les plus "tranquilles". C'est aussi le cas des cadres supérieurs et professions libérales, comme des diplômés d'études supérieures. On note d'ailleurs qu'on est aujourd'hui encore plus craintif quand on ne dispose d'aucun diplôme qu'on ne l'était il y a dix ans.

On peut bien sûr s'interroger sur le caractère objectif ou subjectif de ces peurs. La fréquence des craintes peut s'expliquer, dans certains cas, par une vulnérabilité plus importante, comme par exemple pour les agressions dans la rue quand il s'agit des personnes âgées. Mais les risques objectifs n'expliquent pas pourquoi les femmes sont plus inquiètes de l'éventualité de la maladie grave que les hommes, les personnes âgées plus craintives d'un accident de la route que les jeunes, et les non-diplômés plus inquiets d'un accident de centrale nucléaire que les titulaires d'un diplôme supérieur. L'appréciation des risques varie donc sensiblement d'une catégorie de population à l'autre sans que l'on puisse toujours l'expliquer objectivement.

Comment également ne pas relier ce constat de diffusion de craintes avec la montée, dans la société, d'un certain "mal être" ? Cette croissance significative de divers symptômes sociétaux (mal de tête, nervosité, mal au dos, état dépressif, insomnies) est-elle une contrepartie à la poussée des valeurs de la compétition et à la nécessité de toujours "faire plus", de se dépasser, qui lui est corrélative ? S'agit-il d'un sentiment d'angoisse face à une crise économique qui n'en finit pas et à la peur de l'avenir ? Toujours est-il que la proportion de Français atteints de ces "maux de société" a sensiblement progressé en dix ans, et ce dans toutes les classes d'âge (tableau 22).

Remarquons que ce taux a surtout crû de 1978 à 1984, pour se stabiliser ces dernières années.

Il reste que l'augmentation des inquiétudes ne saurait être en totalité imputée à la montée du "mal être". L'accroissement des craintes a en effet été sensible, dans la période, aussi bien pour les Français ne déclarant aucun "trouble" (+8 points) que pour ceux en déclarant trois et plus (+11 points, cf. tableau A10 en annexe).

Tableau 22

Le pourcentage des Français déclarant avoir souffert, au cours des quatre semaines précédant l'enquête, d'au moins trois "troubles"¹

	1978-1980	1988-1990	Différence (en valeur absolue)
. Les 60-70 ans	17,9	25,6	+ 7,7
. Les 50-60 ans	18,5	27,2	+ 8,7
. Les 40-50 ans	17,5	29,6	+ 12,1
. Les 30-40 ans	19,6	31,7	+ 12,1
. Les 20-30 ans	16,5	25,6	+ 9,1
Ensemble de la population française	17,6	27,7	+ 10,1

Source : CREDOC

Ce n'est d'ailleurs pas pour autant que les Français estiment globalement ne pas avoir un état de santé convenable : en 1988-1990, 89% des Français considèrent que, par rapport aux personnes de leur âge, leur état de santé est satisfaisant ou même très satisfaisant (contre 84 % en début de période).

Ne peut-on voir, en définitive, dans cette montée des craintes dans la société, l'émergence d'un malaise difficilement définissable, révélateur des multiples

¹ Les Français sont interrogés dans l'enquête sur cinq "maux" différents : "maux de tête, migraines", "mal au dos", "nervosité", "état dépressif", "insomnies". Le pourcentage fourni correspond aux enquêtés ayant déclaré avoir souffert, dans les quatre dernières semaines, d'au moins trois de ces maux à la fois.

contradictions soulevées dans cette étude² : une déculpabilisation de l'argent en même temps qu'un accroissement du chômage et la reconnaissance de la pauvreté ; le sentiment d'un grand nombre de Français de s'en sortir individuellement mieux que les autres, alors même que la crise reste lancinante ; une montée de l'individualisme finalement contradictoire avec une uniformisation des opinions.

Bien sûr, on ne peut manquer de s'interroger sur les conséquences de cette diffusion des inquiétudes : a-t-elle -ou aura-t-elle- pour effet une critique accrue de la société ? Se traduira-t-elle par un nouveau repli sur soi et ce qu'on pourrait appeler une certaine démission ?

Il est aujourd'hui bien difficile d'apprécier lequel de ces deux effets l'emportera. Mais les deux coexistent précisément déjà aujourd'hui et l'on peut naturellement se demander si ce n'est pas de cette coexistence même, entre des "contestataires" plus radicaux et des "légitimistes" inquiets, que se nourrissent une partie des inquiétudes actuelles de la population française.

² Remarquons aussi qu'en même temps que les craintes ont augmenté, plus de Français se déclarent satisfaits de leur cadre de vie ("c'est-à-dire ce qui entoure le logement où ils vivent") : 82% l'étaient en 1978-80, 85% en 1988-90. Notons également qu'en fin 1990, 85% de la population disaient "se sentir en sécurité dans sa vie quotidienne".

En guise de conclusion...

Nous l'indiquions en introduction, les années 80 et le début des années 90 ne peuvent être caractérisés par le développement d'un seul phénomène-clé. L'analyse de l'évolution des grands courants d'opinions et de perceptions ayant traversé la société française dans la période met en effet en évidence l'émergence de toute une série de phénomènes parfois, sinon souvent, contradictoires entre eux :

- Une morosité latente, un certain mal-être, alors même qu'on peut noter une amélioration significative, au niveau global, des conditions de vie des Français.
- Une réhabilitation de l'argent, des valeurs de la compétition, l'aveu plus courant qu'il y a quelques années de s'en sortir individuellement, alors que la perception que la population a de la crise est aiguë.
- Une montée de l'individualisme, du repli sur soi ou autour de soi, face à son récepteur de télévision, mais avec une attente de solidarité affirmée envers les plus démunis.
- L'apparition d'un "nouveau" radicalisme dans la volonté de transformer la société, apparition intervenue au sein d'une population souvent non-diplômée, caractérisée précisément par des opinions plutôt traditionalistes.
- L'émergence d'une uniformisation certaine des opinions, due à une banalisation des attitudes modernistes et un traditionalisme moins conservateur, alors même que la période est marquée par une individualisation des comportements, ...

On pourrait prolonger cette liste de paradoxes¹. Mais ne doit-on pas précisément se demander si ce n'est pas de ces contradictions mêmes que naissent, puis prospèrent, au sein de la société française, ces inquiétudes multiples, révélatrices de doutes, de fragilisations qu'il n'est pas toujours aisé de comprendre ou d'analyser ? Comme si la société française était dans une période de transition, aux multiples facettes contradictoires parce qu'encore insaisissables ou impalpables, période préalable à la mise en place de nouvelles relations, de nouvelles procédures de cohésion sociale.

Dans ce contexte, il est difficile de se prêter à un exercice qui se voudrait "prédictif" des tendances futures, alors même que la palette des attitudes s'élargit et que la multiplication d'aspirations contradictoires n'est rien d'autre que la traduction d'une recherche de nouvelles voies que la société elle-même a engagée.

Il est néanmoins possible, tout en n'ignorant pas combien cet exercice reste périlleux, de tenter de distinguer, au sein des divers courants nés dans la décennie, ceux qui peuvent apparaître plus profonds, plus ou moins durables et ceux que l'on peut, pour l'instant, considérer comme "conjuncturels", c'est-à-dire liés à la période analysée.

Cette tentative de classification peut être effectuée par ce qu'on appelle "l'analyse de cohortes"² : appliquée à l'enquête "Aspirations et Conditions de vie", cette méthode permet de suivre l'évolution sur treize ans de quatre cohortes d'individus (ceux qui sont nés à quatre époques différentes : 1920-1929, 1930-1939, 1940-1949, 1950-1959).

Bien sûr, l'étude de cohortes ne permet pas de séparer strictement l'influence des mouvements généraux des idées de l'influence du vieillissement de la cohorte. De plus, même si ce laps de temps est considérable en matière de suivi d'enquêtes, nous ne disposons "que" de treize années d'observations qui ne permettent pas de mesurer vraiment l'effet du seul vieillissement sur des générations que l'on peut suivre tout au long de leur cycle de vie. Il est d'ailleurs difficile de séparer les trois effets : *celui de l'âge (effet de vieillissement)*, *celui de la cohorte (effet de génération)* et *celui de la période (effet lié à la période d'observation)*, qui sont intimement liés. Mais ce travail

¹ Sur ces contradictions, voir notamment A. Debarle : "*Une société de l'ambivalence*", *Futuribles*, N° 112, Juillet 1987.

² On trouvera, en annexe 2, une présentation de la méthode d'analyse utilisée.

permet de classer -avec toute la subjectivité de celui qui opère ce classement- les différents mouvements d'opinions ou de comportements apparus de 1978 à 1990.

On peut ainsi distinguer, au sein des différents courants ayant traversé la société française (cf. ci-dessus), six groupes principaux¹ :

1 - Les courants qui s'assimilent à ce que nous appellerons un "mouvement de fond". Il s'agit là des courants pour lesquels on constate à la fois :

- qu'ils ont globalement affecté, dans la période, l'ensemble de la population ;
- qu'ils ont touché de la même façon, dans la période, chacune des cohortes (c'est-à-dire tous les individus nés à une même date) ;
- qu'ils vont dans le même sens que les effets d'âge (c'est-à-dire qu'en instantané, et à tout moment de la période, ils concernent encore davantage les générations les plus jeunes).

Il s'agit donc ici de mouvements pour lesquels il y a **concordance** entre l'effet de période (ou "tendance" globale), l'effet de vieillissement (au sein de chaque génération) et l'effet générationnel (lié au remplacement des générations). Ces mouvements peuvent évidemment s'infléchir dans le temps, mais ils ne devraient être que lentement remis en cause puisqu'ils ont concerné, dans la période, toutes les classes d'âge et que les jeunes générations y adhèrent encore davantage.

Les exemples les plus typiques de tels mouvements de fond (cf. tableau suivant, catégorie I) ont trait, pour la période analysée, à l'accroissement des opinions favorables au libre travail des femmes ou à l'augmentation du nombre de Français ayant le sentiment que leur propre niveau de vie a mieux évolué depuis dix ans que celui de l'ensemble de la population ("gagnants avoués").

¹ Les groupes sont classés par ordre d'importance (ou d'intensité) décroissante : les premiers traduisent les courants apparemment les plus forts, les derniers les courants les plus faibles en intensité.

- 2 - Les courants que l'on peut assimiler à des "mouvements conjoncturels", c'est-à-dire caractéristiques de la période, mais qui sont pour l'instant contradictoires avec les tendances des générations les plus jeunes. Il s'agit ici de courants qui, dans la période, ont donc globalement affecté de la même façon chacune des cohortes, mais qui sont contraires avec les effets d'âge en instantané (les plus jeunes sont à chaque instant plus en retrait que les plus âgés).

Dans ce cas, deux mouvements peuvent être observés :

- A - Ceux pour lesquels les plus jeunes générations sont, à chaque date d'enquête, en retrait par rapport aux plus âgés, mais qui s'accompagnent d'un amenuisement des écarts entre les plus jeunes et les plus âgés dans la période. A terme, il s'agit donc de courants qui peuvent se transformer en "mouvements de fond". L'exemple le plus caractéristique de ce type de courant concerne l'augmentation de ceux "qui regardent la télévision tous les jours" (catégorie II).
- B - Ceux pour lesquels les plus jeunes générations sont, à chaque date d'enquête, en retrait par rapport aux plus âgés, mais qui, cette fois, s'accompagnent d'un accroissement ou d'un maintien des écarts entre les plus jeunes et les plus âgés dans la période. Il n'est pas sûr, dans ces conditions, que ces mouvements conjoncturels puissent se maintenir à terme puisqu'ici les jeunes générations freinent plus ou moins le mouvement (catégorie III). L'exemple le plus typique de ce groupe concerne la stabilisation de l'indicateur de "modernisme"¹.

- 3 - Les courants "conjoncturels", c'est-à-dire très liés à la période étudiée, pour lesquels on peut observer une forte évolution parallèle dans chaque cohorte, mais peu d'effets d'âge en instantané. Ces mouvements sont donc certes caractéristiques de la période, mais on peut se demander quel sera leur avenir : les générations ultérieures auront-elles les mêmes attitudes ?

¹ La position de ce courant est ici peu étonnante, car l'indicateur de modernisme est composé de trois variables qui se situent chacune (cf. tableau ci-après) dans trois courants différents.

Observera-t-on un renversement de ce courant dans une période ultérieure ? En tout état de cause, nos données restent encore trop limitées dans leur suivi pour tenter de pronostiquer des inflexions futures. On peut certes se demander s'il ne s'agit pas là d'effets de période "purs", mais le matériau accumulé ne permet pas de répondre positivement ou négativement à cette interrogation¹.

L'exemple typique de ce groupe concerne l'augmentation des personnes favorables à une aide plus redistributive, plus ciblée vers les bas revenus (catégorie IV).

- 4 - Les courants qui apparaissent, globalement, plutôt stables ou relativement lents dans la période, mais pour lesquels les différences entre classes d'âge sont relativement importantes en instantané.** Il s'agit ici de mouvements d'opinions qui ont relativement peu affecté, dans la période, chacune des cohortes, mais auxquels les plus jeunes sont considérablement plus attachés. Autrement dit, ces courants ont moins influé dans la période que d'autres, car ils sont relatifs à un **mouvement générationnel**, de plus long terme, qui devrait s'affirmer avec le remplacement des générations (sauf effets conjoncturels contradictoires dans une période future). Les exemples les plus caractéristiques de ces courants concernent le recul de la conception du mariage "union indissoluble" ou la diminution de la fréquentation régulière d'un lieu de culte (catégorie V).
- 5 - Les courants dont on peut penser qu'ils ne répondent pas à des mouvements conjoncturels, car il s'agit de modifications lentes, résultant d'effets croisés ayant touché différemment chacune des cohortes dans la période** (catégorie VI). Ces courants peuvent, d'une part, se traduire par des évolutions contradictoires dans les diverses classes d'âge (exemple de "la réception chez soi d'amis ou de relations" : les cohortes les plus âgées reçoivent relativement plus souvent à domicile en fin de période qu'à son début, alors que c'est le contraire pour les plus jeunes). Mais aussi par une

¹ Certains pourront faire remarquer que, précisément, le fait de ne pouvoir répondre à cette interrogation, alors que nous disposons de treize années d'observations, incite plutôt à les considérer comme de vrais mouvements "conjoncturels".

relative stabilité globale dans la période, avec l'apparition d'une éventuelle fracture temporelle (exemple du sentiment que la justice fonctionne plus mal en fin 1990). Souvent, les courants classés dans ce groupe sont ceux pour lesquels nous avons eu l'occasion d'observer, dans les pages précédentes, *de profonds changements structurels, cachés derrière une apparente stabilité* (exemple du nouveau "radicalisme"). D'ailleurs, si le léger mouvement d'accroissement du taux d'appartenance à une association est classé ici, c'est aussi parce que, dans la période, est apparu un changement de nature dans le type d'association fréquentée.

6 - Enfin, le tableau ci-après ne fait pas figurer les très rares cas où il n'apparaît guère de modifications sensibles dans la période. C'est en particulier le cas du sentiment que les découvertes scientifiques améliorent plutôt (un peu ou beaucoup) la vie quotidienne (88% des Français environ le pensent).

Finalement, en laissant de côté le dernier groupe, la classification proposée fait apparaître six grandes catégories de mouvements d'opinions ou d'attitudes dans la décennie 80. Le tableau suivant présente, pour chacun des cinq grands thèmes d'opinions caractéristiques de la période (analyse en ligne), les attitudes qui semblent correspondre à des "mouvements de fond", pour lesquelles il ne devrait pas y avoir de modifications à court-moyen terme, et celles qui sont susceptibles de se révéler plus ou moins "fugaces" (analyse verticale des catégories I à VI).

Tentative de classification de chaque courant d'opinions (ou de comportements) selon son intensité

	Courants forts			Courants faibles		
	"Mouvements de fond"	Mouvements "conjoncturels" forts :		Mouvements "conjoncturels" aux tendances futures incertaines	Mouvements lents générationnels	Mouvements ayant touché différemment chaque cohorte, révélateurs de certains changements "structurels"
		assimilables à terme à un mouvement de fond	plus ou moins freinés dans les jeunes générations			
	(I)	(II)	(III)	(IV)	(V)	(VI)
L'argent et la perception de la crise¹	<ul style="list-style-type: none"> . Augmentation de ceux qui pensent que leurs conditions de vie vont s'améliorer dans les cinq prochaines années. . Augmentation du nombre de "gagnants avoués". 	<ul style="list-style-type: none"> . Augmentation de ceux qui pensent que leur niveau de vie personnel depuis dix ans va "moins bien". 		<ul style="list-style-type: none"> . Augmentation de ceux qui pensent que le niveau de vie des Français depuis 10 ans "va moins bien". 		
L'individualisme et la solidarité¹	<ul style="list-style-type: none"> . Augmentation de ceux qui pensent que "prendre en charge les familles défavorisées leur permet de vivre". 	<ul style="list-style-type: none"> . Augmentation de ceux qui regardent la télévision tous les jours. . Diminution de la fréquentation régulière du cinéma. 	<ul style="list-style-type: none"> . Accroissement de l'opinion selon laquelle en matière de prestations familiales, il vaut mieux augmenter les prestations en nature. 	<ul style="list-style-type: none"> . Accroissement des partisans d'une aide ciblée sur les bas revenus. 	<ul style="list-style-type: none"> . Appartenance à une association sportive. 	<ul style="list-style-type: none"> . Accroissement des préférences d'augmentation du pouvoir d'achat plutôt que de temps libre. . Stabilité relative des réceptions courantes d'amis à domicile. . Légère augmentation du taux d'appartenance à une association.

	Courants forts			Courants faibles		
	"Mouvements de fond"	Mouvements "conjuncturels" forts :		Mouvements "conjuncturels" aux tendances futures incertaines	Mouvements lents générationnels	Mouvements ayant touché différemment chaque cohorte, révélateurs de certains changements "structurels"
		assimilables à terme à un mouvement de fond	plus ou moins freinés dans les jeunes générations			
(I)	(II)	(III)	(IV)	(V)	(VI)	
Les souhaits de transformation de la société¹	. Augmentation de ceux qui pensent que la diffusion de l'informatique est une chose souhaitable.					. Stabilisation apparente du souhait de transformer profondément la société. . Stabilisation apparente du "radicalisme". . Stabilisation relative du sentiment que la justice fonctionne mal.
Modernisme et traditionalisme¹	. Augmentation des partisans du travail des femmes.	. Maintien du sentiment que "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu".	. Stabilisation de l'indicateur de "modernisme"		. Diminution du sentiment selon lequel le mariage est une union indissoluble. . Diminution de la fréquentation régulière d'un lieu de culte.	
Les inquiétudes¹	. Diminution de la peur de la guerre.	. Augmentation des inquiets de la maladie grave. . Augmentation des inquiets d'un accident de la route.	. Augmentation de l'inquiétude vis-à-vis d'une agression dans la rue. . Augmentation de "l'indicateur d'inquiétude".	. Augmentation des inquiets d'un accident de centrale nucléaire. . Augmentation du nombre de ceux déclarant souffrir de divers symptômes de société (nervosité, mal de tête, ...).	. Accroissement du sentiment que son état de santé est satisfaisant par rapport aux personnes du même âge.	

1. Chaque partie renvoie aux évolutions analysées dans le texte.

Sans commenter ce tableau dans le détail, son observation nous paraît conduire à au moins trois types de réflexions :

- 1 - A chacun des grands courants observés (individualisme, modernisme, inquiétudes, etc...) correspond souvent plusieurs types de mouvements ; certains sont apparemment durables, d'autres le seront sûrement moins. On retrouve ici ce sentiment de société en transition, située au carrefour de mouvements encore insaisissables, de durées probablement inégales.

- 2 - On peut tirer le sentiment de quelques-unes des contradictions ainsi mises en évidence que certaines valeurs "réhabilitées" reposent sur des concepts compris différemment selon les groupes d'âge ou selon les catégories. Le maintien des valeurs de la famille et leur transformation à terme en un "mouvement de fond" n'est-il pas, par exemple, révélateur de l'évolution même du concept de famille, cellule au sein de laquelle l'autonomie de chacun est aujourd'hui plus grande, les échanges plus nombreux, et éventuellement plus épanouissants ? Le "profit" d'antan -il n'y a pas si longtemps- est-il encore synonyme d'exploitation ou n'est-il pas aussi devenu promesse de possibilités d'accomplissement de projets nouveaux ? L'individualisme est-il aujourd'hui nécessairement repli sur soi ?

- 3 - Enfin, l'émergence, dans la période, de certaines fractures structurelles concernant des sujets fondamentaux tels que l'individualisme, et surtout les souhaits de transformations de la société, révèle une série d'oppositions ne correspondant plus tant à des différences d'âge, qu'à *des niveaux inégaux de formation et d'éducation*. Au clivage "jeunes/personnes âgées", relatif aux souhaits de transformations radicales de la société, s'est substituée progressivement une opposition "diplômé/non-diplômé". Ce clivage est, sur bien des sujets, révélateur de nombreuses interrogations sociétales : les non-diplômés sont devenus plus radicaux, ils sont globalement plus inquiets et plus méfiants vis-à-vis du progrès technique. La formation et l'éducation deviennent ainsi un enjeu central pour les prochaines années.

Au Printemps 1991, une question ouverte a été insérée, à titre exploratoire, dans l'enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français" du CREDOC, concernant les améliorations que les Français attendent que l'on apporte à la société : "*Si vous*

deviez, comme cela en quelques mots, citer deux améliorations qu'il faudrait apporter au fonctionnement de la société actuelle, lesquelles proposeriez-vous ? Traitées par la méthode de l'analyse lexicale¹, les réponses sont intéressantes par ce qu'elles apportent de différent, comparé aux questions où un nombre limité -et choisi- de propositions sont imposées.

Environ 10% des réponses sont relatives à une attente en terme de "travail", surtout pour les jeunes. Les réponses ayant trait à *l'insertion des jeunes, aux études et à la formation* y sont courantes. De plus, environ 5% des attentes concernent l'amélioration ou la réforme de l'éducation, de l'enseignement, du système éducatif². Ces réponses sont bien entendu indépendantes de celles, certes plus nombreuses, qui se réfèrent à l'augmentation des salaires, à l'amélioration du niveau de vie et à la résolution du problème du chômage (plus de 25% des Français). Mais il n'était pas évident a priori que tant de réponses s'orienteraient naturellement vers la formation et l'éducation.

Un autre bon dixième des Français fixe pour priorité "les personnes qui ont besoin d'aide". Mais on relève que cela concerne aussi bien les groupes les plus fragilisés (les pauvres) que d'autres types de prestations aux familles, aux personnes âgées, ... Faut-il rappeler qu'en matière de politique sociale, quelques grandes attentes semblent aujourd'hui toucher la population, en plus de celle concernant les plus défavorisés : une amélioration des possibilités de conciliation de l'activité professionnelle et de la vie familiale, surtout pour les mères de jeunes enfants ; peut-être faut-il aussi citer l'attente d'une meilleure prise en charge du problème de la dépendance des personnes âgées³.

¹ Cf. L. Clerc, A. Dufour : *Deux analyses lexicales : Les améliorations à apporter au fonctionnement de la société - L'image du milieu professionnel*, Cahier de Recherche du CREDOC, N° 22, Janvier 1992.

² Rappelons qu'il s'agit d'une question ouverte où aucune proposition de réponse n'était formulée.

³ Cf. G. Hatchuel et A. Dufour : *Les Français et la dépendance des personnes âgées : La solidarité familiale mise à l'épreuve*. Consommation et Modes de vie, N° 60, Juillet 1991.

Enfin, on ne peut qu'être frappé par l'émergence d'un autre type d'attente sur les transformations à apporter à la société. Malgré le caractère abstrait d'une telle réponse, et donc la difficulté pour un enquêté de la formuler ex-abrupto, un petit dixième de la population évoque la nécessité de *changement des mentalités ou des comportements des Français vers plus de tolérance, plus de respect de valeurs morales, le développement du sens civique et la responsabilisation des gens*. Y-a-t-il là, en germe, ce qui pourrait constituer un retour vers certaines valeurs, hier qualifiées de traditionnelles ?

Traduction des évolutions de la décennie, les années 90 s'ouvrent ainsi sur des doutes collectifs, sur une remise en cause inquiète des institutions et des valeurs. Beaucoup d'éléments semblent réunis (frustrations, malaise social, modifications structurelles, individualisme incompatible avec la lutte souhaitée contre les inégalités et le chômage,...) qui pourraient signifier, pour les années prochaines, un certain retour à la morale, à la vertu et à la "justice sociale", enfin, certainement un retour à un humanisme plus complexe que les clichés en noir et blanc autour desquels se sont structurées les opinions des Français dans les années soixante-dix.

ANNEXES

A N N E X E 1

Quelques tableaux et données statistiques

Tableau A1

**Evolution du taux de possession de certains équipements
de 1978 à 1990**

(en % du nombre d'individus)

	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
Disposent de l'eau chaude	90,7	93,9	96,0	97,8
Disposent de WC intérieurs	87,1	91,8	95,0	97,1
Disposent d'une douche ou d'une baignoire	86,4	91,2	94,1	96,7
Disposent du téléphone	63,5	81,8	90,7	94,9
Disposent d'un téléviseur couleur	38,6	57,3	75,1	89,7
Disposent d'un lave-vaisselle	18,1	23,2	28,7	34,9
Disposent d'un magnétoscope	n.d	3,9	11,5	33,6
Disposent d'une voiture	72,8	72,7	75,1	77,1

n.d = non disponible (question non posée)

Tableau A2

**Opinions sur l'évolution du niveau de vie
depuis une dizaine d'années**

% des Français estimant que ¹ :	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
leur propre niveau de vie va mieux depuis une dizaine d'années	43,2	34,2	28,4	31,5
le niveau de vie de l'ensemble des Français va mieux depuis une dizaine d'années	42,8	32,2	18,3	23,5

Source : CREDOC

¹ Les libellés exacts des deux questions sont les suivants :

- * *En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va... ?*
1. Beaucoup mieux ; 2. Un peu mieux ; 3. C'est pareil ; 4. Un peu moins bien ; 5. Beaucoup moins bien.
- * *En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va... ?* 1. Beaucoup mieux ; 2. Un peu mieux ; 3. C'est pareil ; 4. Un peu moins bien ; 5. Beaucoup moins bien.

Les réponses reproduites dans le tableau correspondent aux réponses 1 et 2 (beaucoup ou un peu mieux).

Tableau A3
Pourcentage de "gagnants avoués"
dans l'ensemble de la population¹

	1978-1980	1988-1990	Différence (en valeur absolue)
. Les 60-70 ans	13,5	26,0	+ 12,5
. Les 50-60 ans	14,6	21,5	+ 6,9
. Les 40-50 ans	18,1	23,6	+ 5,5
. Les 30-40 ans	22,1	30,0	+ 7,9
. Les 20-30 ans	25,3	37,5	+ 12,2
Ensemble de la population française	18,9	28,5	+ 9,6

Source : CREDOC

Tableau A4
Le pourcentage de Français possesseurs de valeurs mobilières
en début et fin de période

	1978-1980	1988-1990	Différence (en valeur absolue)
. Les 60-70 ans	12,0	24,4	+ 12,4
. Les 50-60 ans	12,3	21,5	+ 9,2
. Les 40-50 ans	9,1	23,1	+ 14,0
. Les 30-40 ans	6,2	14,0	+ 7,8
. Les 20-30 ans	3,4	13,1	+ 9,7
Ensemble de la population française	8,3	18,8	+ 10,5

Source : CREDOC

Tableau A5
Le pourcentage des Français adhérents à un syndicat

	1978-1980	1988-1990	Différence (en valeur absolue)
. Les 60-70 ans	4,7	5,9	+ 1,2
. Les 50-60 ans	12,8	10,5	- 2,3
. Les 40-50 ans	12,8	12,7	- 0,1
. Les 30-40 ans	13,6	9,5	- 4,1
. Les 20-30 ans	10,7	2,7	- 8,0
Ensemble de la population française	9,7	7,1	- 2,6

Source : CREDOC

¹ Sur la signification du terme, cf. note du tableau 5.

Tableau A6

**De quelle opinion vous sentez-vous le plus proche ?
Faire prendre en charge par les collectivités les familles aux ressources insuffisantes...**

	(en %)		
	1981-1983	1984-1987	1988-1990
Cela leur permet de vivre	54,6	62,1	60,8
Cela leur enlève tout sens des responsabilités	42,4	36,5	37,8
Ensemble (y.c. non réponses)	100,0	100,0	100,0

Source : CREDOC

Tableau A7

**Le pourcentage de Français considérant
que le mariage est une "union indissoluble"**

	1978-1980	1988-1990
. Les 60-70 ans	39,3	38,1
. Les 50-60 ans	35,4	25,1
. Les 40-50 ans	29,6	19,3
. Les 30-40 ans	21,0	15,6
. Les 20-30 ans	14,4	14,9
Ensemble de la population française	28,9	23,5

Source : CREDOC

Tableau A8

Le pourcentage de "modernistes"¹ dans la population

	1978-1980	1988-1990
. Les 60-70 ans	2,3	2,7
. Les 50-60 ans	4,9	6,2
. Les 40-50 ans	6,2	10,2
. Les 30-40 ans	17,0	17,6
. Les 20-30 ans	22,5	19,9
Ensemble de la population française	11,3	11,8

Source : CREDOC

Tableau A9

Le pourcentage de Français déclarant fréquenter régulièrement un lieu de culte

	1981-1983	1988-1990
. Français nés en 1920-1929	21,7	23,3
. Français nés en 1930-1939	19,9	17,9
. Français nés en 1940-1949	10,6	13,5
. Français nés en 1950-1959	6,2	6,8
Ensemble de la population française	15,8	13,3

Source : CREDOC

¹ Sur la définition des modernistes, cf. note 2, page 36.

Tableau A10

Le pourcentage de Français "inquiets"¹ selon le nombre de "troubles" ressentis²

	1981-1983	1988-1990	Différence (en valeur absolue)
. Déclare souffrir d'aucun des cinq troubles ²	14	22	+ 8
. Déclare souffrir d'un des cinq troubles ²	16	24	+ 8
. Déclare souffrir de deux des cinq troubles ²	16	31	+15
. Déclare souffrir de trois troubles ou plus ²	23	34	+11
Ensemble de la population française	17	27	+10

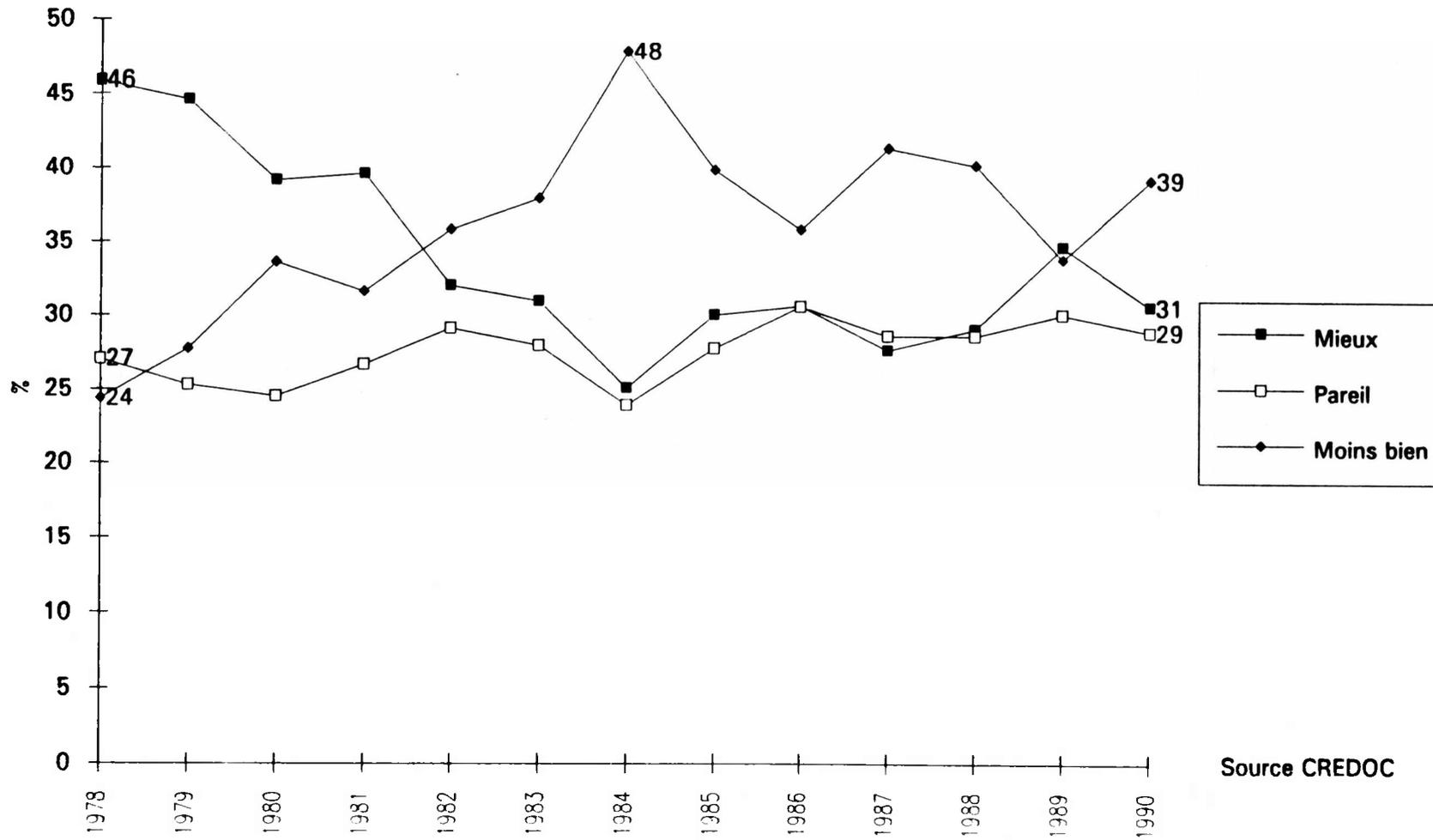
Source : CREDOC

Note de lecture : 23 % des Français déclarant souffrir de trois troubles et plus étaient inquiets en 1981-1983. Ils sont 34 % en 1988-1990.

¹ Sur la notion d' "inquiets", voir la note 2 page 43.

² Les Français sont interrogés dans l'enquête sur cinq "maux" différents : "maux de tête, migraines", "mal au dos", "nervosité", "état dépressif", "insomnies". La question posée est la suivante : "En dehors des longues maladies ou d'infirmités, les gens souffrent de temps en temps d'affections courantes. Avez-vous souffert au cours des quatre dernières semaines de ... ?". La question est posée pour chacun des cinq maux précédents.

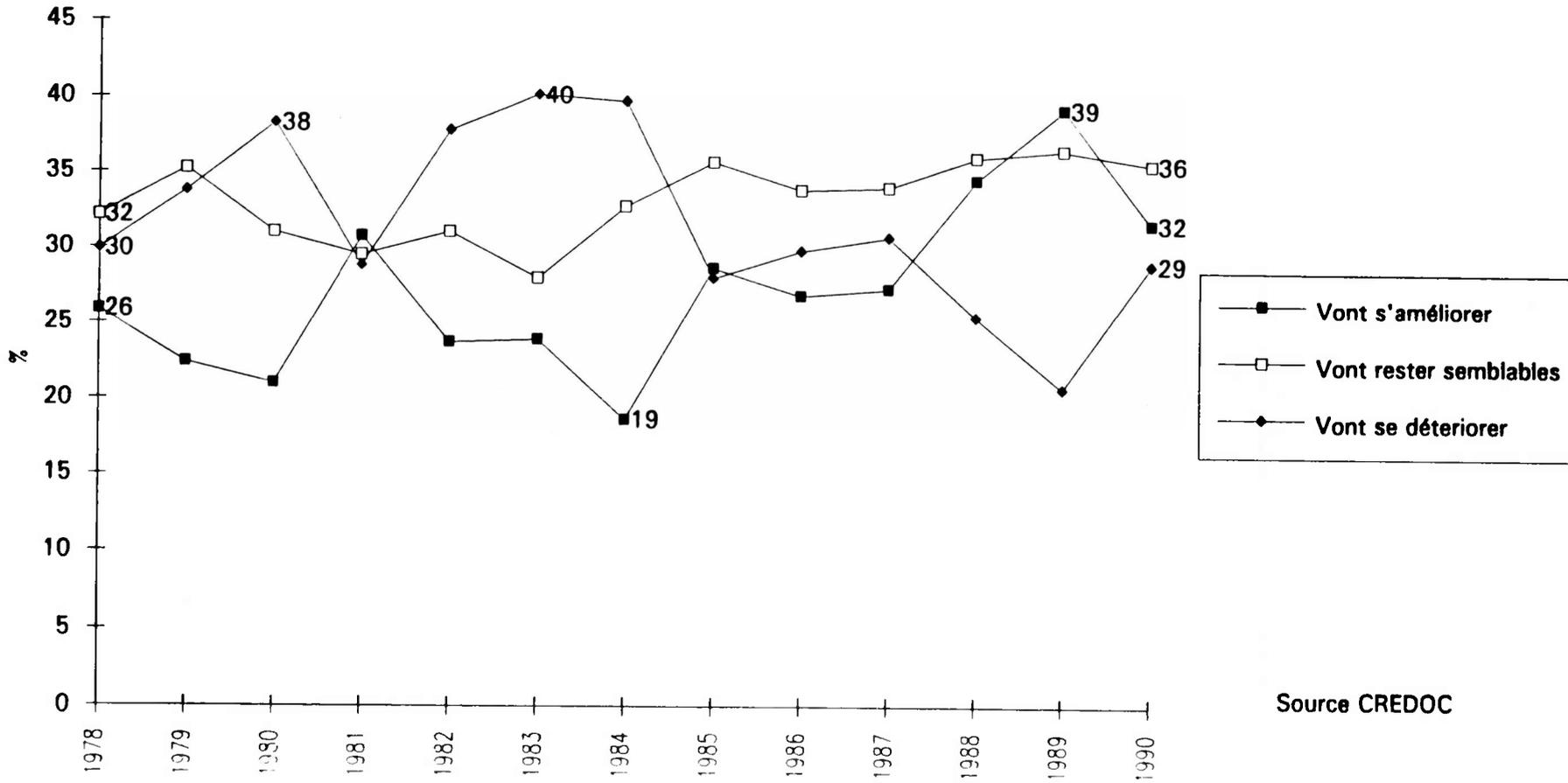
Graphique B1
En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que
depuis une dizaine d'années, ça va ...



Source CREDOC

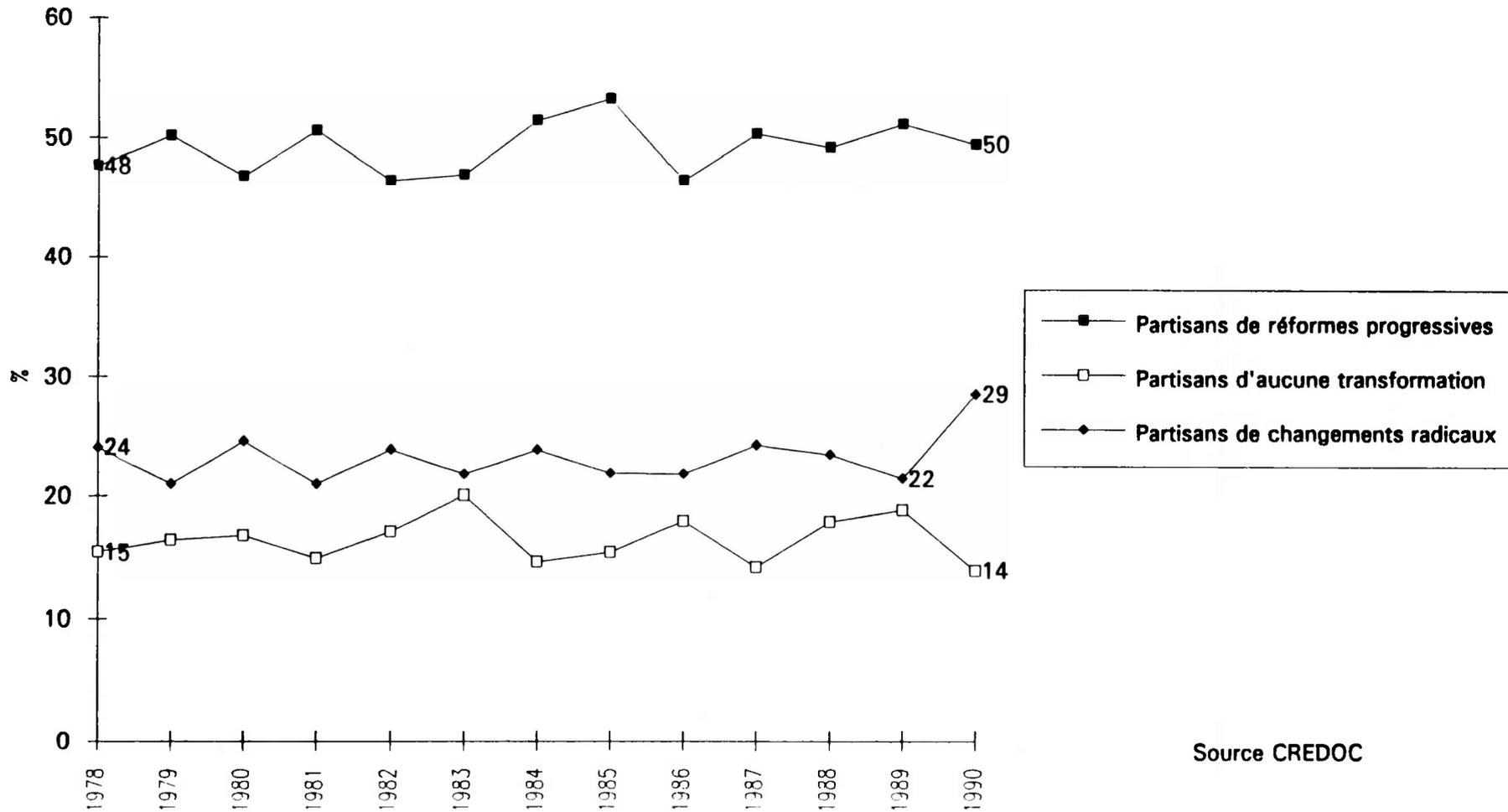
Graphique B2

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer au cours des 5 prochaines années ?



Source CREDOC

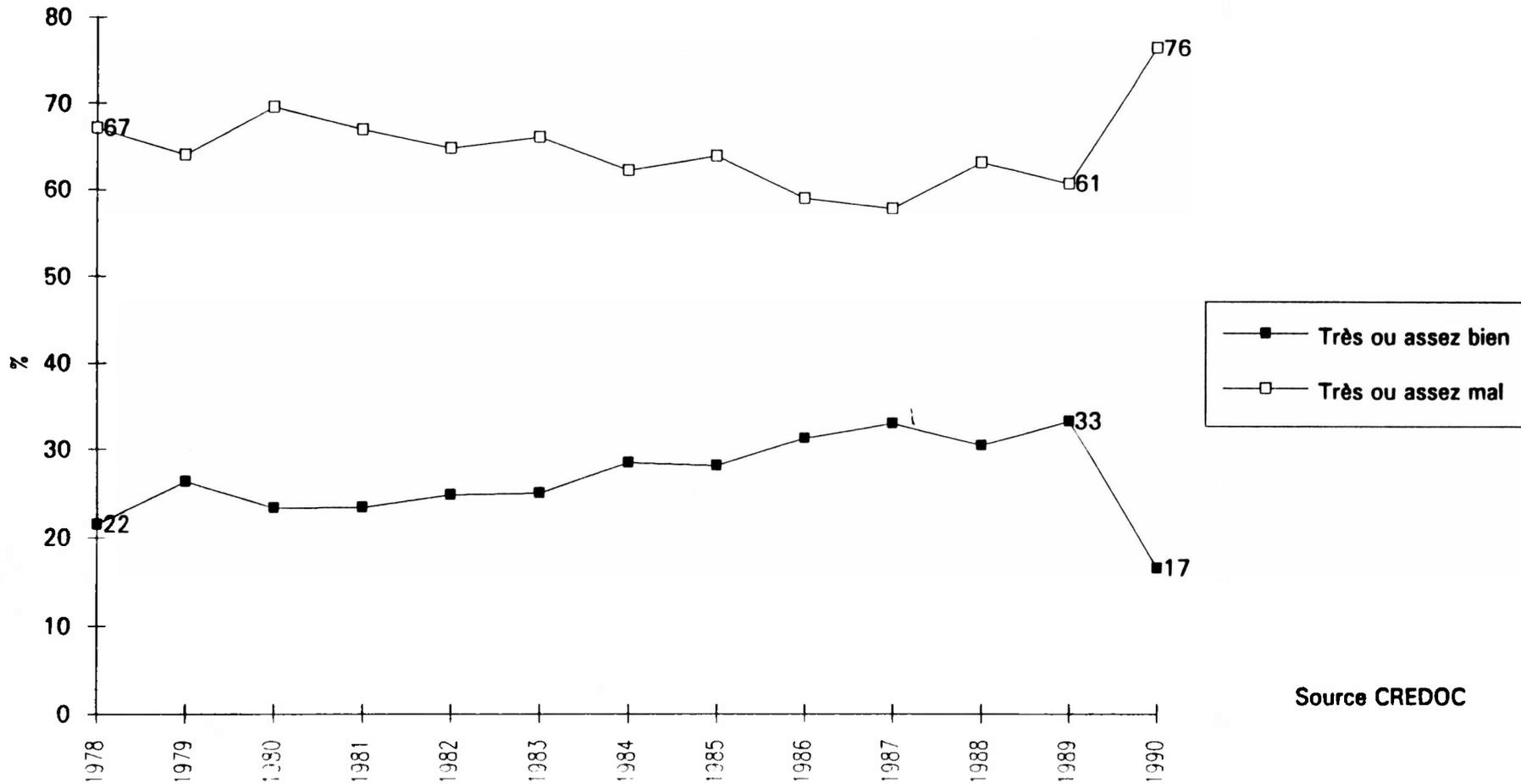
Graphique B3
Evolution des réponses sur la transformation de la société



Source CREDOC

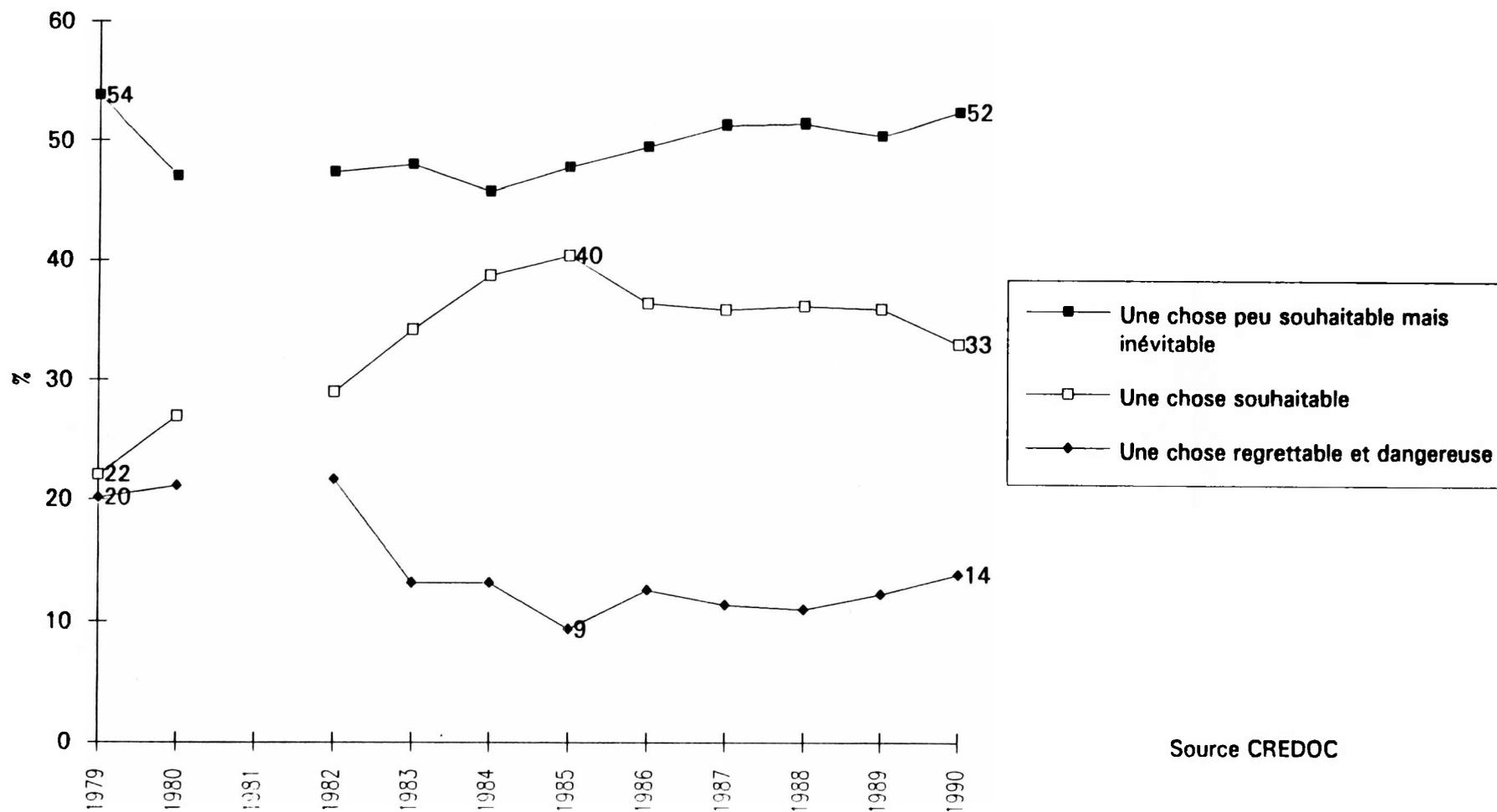
Graphique B4

Etant donné ce que vous connaissez de la justice, comment pensez-vous qu'elle fonctionne en France ?



Source CREDOC

Graphique B5
Evolution des opinions sur la diffusion de l'informatique



Source CREDOC

Note : La question n'a pas été posée en 1981.

A N N E X E 2

**Présentation de la méthode utilisée pour la classification
des différents courants apparus dans la décennie**

La tentative de classification des différents courants d'opinions nés dans la décennie a été effectuée par la méthode connue sous le nom "*d'analyse de cohortes*". Une "cohorte" d'individus est un groupe d'enquêtés nés aux mêmes dates. Appliquée à l'enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français", cette méthode permet de suivre l'évolution sur treize ans de quatre cohortes d'individus, ceux qui sont nés à quatre époques différentes : 1920-1929, 1930-1939, 1940-1949, 1950-1959.

1. Constitution des cohortes et périodes de références

A - Périodes de références

La période retenue pour l'étude recouvre les treize années d'enquêtes disponibles, soit de 1978 à 1990. Sur cette période d'ensemble, on a défini quatre sous-périodes groupant les années successives par trois ou quatre :

- * 1978 - 1979 - 1980
- * 1981 - 1982 - 1983
- * 1984 - 1985 - 1986 - 1987
- * 1988 - 1989 - 1990

B - Constitution des cohortes

L'échantillon total des individus enquêtés de 1978 à 1990 représente 26 009 individus. Ils se répartissent ainsi selon leur année de naissance (Tableau B1).

Tableau B1
Répartition des enquêtés selon leur année de naissance

	%	Effectifs
. Naissance avant 1910	7,1	1 843
. Naissance entre 1910 et 1919	10,5	2 743
. Naissance entre 1920 et 1929	14,7	3 824
. Naissance entre 1930 et 1939	14,6	3 791
. Naissance entre 1940 et 1949	15,8	4 107
. Naissance entre 1950 et 1959	23,2	6 023
. Naissance entre 1960 et 1969	13,1	3 403
. Naissance après 1969	1,0	275
Total	100,0	26 009

La prise en compte de l'année de naissance des enquêtés permet de déterminer la tranche d'âge à laquelle ils appartiennent à chacune des périodes d'observation retenues. Ces tranches d'âge figurent au tableau B2.

Tableau B2
Les tranches d'âge suivant l'année de naissance et la période considérée

Année de naissance	Age en 1978 - 1980	Age en 1981 - 1983	Age en 1984 - 1987	Age en 1988 - 1990
1910 - 1919	59-61 ans à 68-70			
1920 - 1929	49-51 ans à 58-60	52-54 ans à 61-63	55-58 ans à 64-67	59-61 ans à 68-70
1930 - 1939	39-41 ans à 48-50	42-44 ans à 51-53	45-48 ans à 54-57	49-51 ans à 58-60
1940 - 1949	29-31 ans à 38-40	32-34 ans à 41-43	35-38 ans à 44-47	39-41 ans à 48-50
1950 - 1959	19-21 ans à 28-30	22-24 ans à 31-33	25-28 ans à 34-37	29-31 ans à 38-40
1960 - 1969				19-21 ans à 28-30

Autrement dit, cette méthode permet une triple comparaison :

1 - Elle autorise le suivi, sur treize ans, de cohortes d'individus nés à une même période. L'effet mis en évidence est relatif à la *lecture horizontale* du tableau. Quatre cohortes peuvent en effet être en totalité étudiées : les individus nés en 1920-1929, ceux nés entre 1930 et 1939, ceux nés en 1940-1949 et ceux nés entre 1950-1959.

Chacune de ces cohortes peut être ainsi suivie dans le temps (sur treize ans) : par exemple, les individus nés en 1920-1929 sont suivis au fur et à mesure qu'ils "vieillissent", de 50 à 60 ans jusqu'à 60-70 ans environ. De la même façon, la cohorte la plus jeune est suivie de 20-30 ans, jusqu'à 30-40 ans.

2 - La méthode permet de comparer en instantané, à quatre périodes données, les différences liées à l'âge. L'effet observé est relatif à la *lecture verticale* du tableau. Quatre périodes sont retenues : à chacune d'entre elles, on peut apprécier les attitudes différentielles de population de groupes d'âge différents ; par exemple, pour la période 1978-1980, on peut comparer les 60-70 ans, aux 50-60 ans, 40-50 ans, 30-40 ans et 20-30 ans. On peut faire la même chose, cette fois pour la période plus récente de 1988-1990.

3 - Enfin, la méthode permet de comparer, deux à deux, deux générations au même âge. Il faut, pour ce faire, cette fois se consacrer à la *lecture en diagonale* du tableau (données figurant en gras dans le tableau B2). On peut ainsi, par exemple, comparer, à dix ans d'intervalle, les attitudes des 60-70 ans : cela revient à comparer les individus nés en 1910-1919 et enquêtés en 1978-1980, avec les individus nés en 1920-1929, enquêtés en 1988-1990.

Le tableau montre qu'on peut ainsi comparer, à dix ans d'intervalle, les 60-70 ans, les 50-60 ans, les 40-50 ans, les 30-40 ans et les 20-30 ans.

Remarquons que les regroupements d'années opérés permettent, dans chaque cas, de disposer d'un échantillon suffisant (tableau B3) pour pouvoir en tirer des enseignements significatifs.

Tableau B3
Les effectifs observés à chaque période, dans chaque cohorte

Dates d'enquêtes	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
Année de naissance				
1910 - 1919	742			
1920 - 1929	947	831	1 121	925
1930 - 1939	816	819	1 235	921
1940 - 1949	1 142	991	1 163	811
1950 - 1959	1 336	1 514	1 922	1 251
1960 - 1969				1 262

2. La classification des différents courants d'opinions

L'application de la méthode qui vient d'être présentée se traduit concrètement par l'élaboration, pour chaque courant d'opinions ou d'attitudes suivi à l'identique depuis treize ans, d'un tableau du type de celui fourni ci-après, à titre d'exemple (tableau B4). Chacun de ces tableaux permet donc d'apprécier **trois effets conjoints** :

- L'effet de "vieillessement" de la cohorte ou l'effet de période : la lecture horizontale du tableau permet de suivre l'évolution, dans la période, des opinions de chaque cohorte. Par exemple, les opinions favorables au libre travail des femmes sont passées de 32% à 44% dans la période (ligne ensemble du tableau B4). Ce mouvement d'accroissement a concerné conjointement chacune des quatre cohortes que l'on peut suivre dans la période : par exemple, 47% des individus nés en 1950-1959 étaient favorables au travail des femmes en 1978-1980, ils sont 54% en 1988-1990.
- L'effet "d'âge en instantané" : il s'agit ici de procéder à une analyse verticale du tableau. Quelle que soit la période d'observation, on relève dans notre exemple (tableau B4) que les générations les plus jeunes sont bien davantage favorables au travail des femmes. Ainsi, en 1988-1990, 28% des individus nés en 1920-1929 y sont favorables, contre 56% des individus nés en 1960-1969.
- L'effet générationnel est révélé par la lecture du tableau en diagonale. Dans notre exemple, on relève que, systématiquement, chaque génération est davantage favorable au travail des femmes que la génération précédente au même âge : 28% des 60-70 ans de 1988-1990 le sont, contre 20% des 60-70 ans de 1978-1980 ; 36% des 50-60 ans de 1988-1990, contre 24% des 50-60 ans de début de période ; 56% des 20-30 ans de fin de période, contre 47% des 20-30 ans de 1978-1980.

Tableau B4
Evolution des opinions sur le travail des femmes
 - Pourcentage de réponses "elles devraient toujours travailler ou travailler dans tous les cas où elles le désirent" -

Cohortes	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
1910 - 1919	20,1			
1920 - 1929	24,3	27,7	26,8	27,7
1930 - 1939	25,0	34,2	37,4	36,2
1940 - 1949	42,2	50,9	47,6	49,4
1950 - 1959	47,4	56,2	55,2	54,1
1960 - 1969				55,7
Ensemble	31,9	41,5	42,6	44,4

Bien entendu, un tel schéma d'analyse reste relativement théorique car :

- Contrairement au tableau d'exemple présenté, dans beaucoup des cas, toutes les attitudes n'ont pas toujours évolué dans le même sens pour chaque cohorte et/ou pour chaque génération.
- La séparation stricte des trois effets est difficile à réaliser : travaillant sur une période relativement courte (même si elle est de treize années), l'étude des cohortes ne permet pas de différencier en toute certitude l'effet de cycle de vie et l'effet de période. D'autre part, seules deux générations sont à chaque fois comparables au même âge. On restera donc prudent sur le classement des différents courants effectué. L'analyse apporte néanmoins de nombreux enseignements intéressants.

La lecture attentive des différents tableaux élaborés permet donc de distinguer, au sein des différents courants ayant traversé la société, six groupes principaux. La définition détaillée de chacun de ces groupes figurant dans le texte, nous ne la reprendrons pas ici. On trouvera néanmoins ci-après, à titre d'exemple, un des tableaux les plus caractéristiques de chacun de ces courants.

CATEGORIE I : Les courants assimilables à un mouvement de fond (cf. p.51)

Le tableau le plus caractéristique de ce groupe est précisément celui relatif à l'accroissement des partisans du travail des femmes (tableau B4 ci-dessus).

Ces mouvements de fond sont caractéristiques de courants pour lesquels on observe à la fois :

- * qu'ils ont globalement affecté, dans la période, l'ensemble de la population (*lecture horizontale* de la ligne ensemble) et qu'ils ont touché de la même façon *chacune* des cohortes (*lecture horizontale* de chaque ligne du tableau B4 : hausse systématique du nombre de partisans du travail des femmes) ;

* qu'ils coïncident avec les effets d'âge : en instantané et à tout moment de la période, les générations les plus jeunes sont plus touchées par le mouvement (davantage de partisans du travail féminin) ;

* qu'ils correspondent aux effets générationnels : le mouvement de hausse concerne chaque génération au même âge.

Il s'agit donc ici de mouvements pour lesquels il y a concordance entre l'effet de période et l'effet de vieillissement, l'effet d'âge en instantané et l'effet générationnel (même mouvement d'ensemble en *ligne, en colonne et en diagonale*).

CATEGORIE II : Les courants "conjuncturels" (c'est-à-dire liés à la période), assimilables à terme à un mouvement de fond (cf. page 52).

Le tableau B5, caractéristique de ce courant, concerne l'augmentation de ceux qui regardent la télévision tous les jours.

Tableau B5
Evolution des opinions sur les pratiques télévisuelles
- Pourcentage de personnes déclarant regarder la télévision tous les jours -

Cohortes	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
1910 - 1919	78,1			
1920 - 1929	66,5	69,0	81,6	90,0
1930 - 1939	53,1	56,8	66,4	80,1
1940 - 1949	42,1	43,5	56,3	69,3
1950 - 1959	33,7	38,5	51,5	65,0
1960 - 1969				62,4
Ensemble	53,7	53,5	63,8	73,2

Il s'agit de mouvements qui, dans la période, ont globalement affecté de la même façon chacune des cohortes, mais qui sont contraires avec les effets d'âge en instantané. Ces effets d'âge s'atténuent cependant dans la période. On constate donc, pour ces courants :

- **un effet horizontal similaire** dans chaque cohorte (ici hausse des pratiques en ligne);
- **un effet vertical inverse** (c'est-à-dire ici : pratiques moindres dans les classes d'âge les plus jeunes), mais avec *une diminution des écarts entre les plus jeunes et les plus âgés* dans la période ;

CATEGORIE III : Les courants "conjuncturels" (c'est-à-dire liés à la période), plus ou moins freinés dans les jeunes générations (cf. page 52)

La stabilisation de l'indicateur de "modernisme" est caractéristique de ce courant (tableau B6).

Comme pour la catégorie II, il s'agit ici de mouvements qui, dans la période, ont affecté de la même façon chacune des cohortes, mais qui sont contraires aux effets d'âge en instantané. Ces effets d'âge se maintiennent, ou s'accroissent, dans la période. On note donc, dans ces cas :

- **un effet horizontal similaire** pour chaque cohorte (ici hausse, puis baisse du modernisme traduisant une certaine stabilisation) ;
- **un effet vertical de sens différent** (ici on est systématiquement plus moderniste quand on est plus jeune), *mais cette fois, avec un certain maintien - voire un accroissement - des écarts entre les plus jeunes et les plus âgés dans la période.*

Tableau B6
Evolution de l'indicateur de modernisme ¹
- Pourcentage de modernistes dans la population -

Cohortes	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
1910 - 1919	2,3			
1920 - 1929	4,9	6,3	3,7	2,7
1930 - 1939	6,2	7,8	7,4	6,2
1940 - 1949	17,0	19,6	14,9	10,2
1950 - 1959	22,5	28,2	23,7	17,6
1960 - 1969				19,9
Ensemble	11,3	16,0	13,8	11,8

CATEGORIE IV - Les courants "conjuncturels" aux tendances futures incertaines (pages 52-53)

L'exemple typique de ce groupe concerne l'augmentation des personnes favorables à une aide plus redistributive, c'est-à-dire davantage ciblée vers les bas revenus (tableau B7).

Tableau B7
Evolution des "partisans de la redistribution sociale"²
- Pourcentage de partisans de la redistribution dans la population -

Cohortes	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
1910 - 1919	31,4			
1920 - 1929	30,5	37,9	38,1	39,5
1930 - 1939	27,0	37,0	35,0	41,0
1940 - 1949	29,7	36,0	34,8	37,6
1950 - 1959	31,4	38,5	38,6	40,4
1960 - 1969				38,0
Ensemble	29,8	36,2	36,1	39,2

¹ Sur l'indicateur de modernisme, voir page 36.

² Sur cette notion, voir page 23.

Il s'agit ici de mouvements typiquement liés à la période étudiée, sans effet d'âge véritable. Ils sont donc marqués par :

- un effet horizontal conséquent et identique dans chaque cohorte (effet de période): ici, hausse du nombre de partisans de la redistribution sociale ;
- l'absence d'effet vertical (pas d'effet d'âge en instantané).

CATEGORIE V : Les mouvements lents générationnels (cf. page 53)

Le tableau B8, caractéristique de ce courant, est relatif au recul de la conception du mariage "union indissoluble".

Tableau B8
Evolution des opinions sur le mariage
-Le pourcentage de Français considérant que le mariage est une union indissoluble -

Cohortes	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
1910 - 1919	39,3			
1920 - 1929	35,4	29,1	33,7	38,1
1930 - 1939	29,6	25,4	29,2	25,1
1940 - 1949	21,0	18,0	19,1	19,3
1950 - 1959	14,4	12,8	13,1	15,6
1960 - 1969				14,9
Ensemble	28,9	24,1	24,4	23,5

Ces courants concernent des mouvements d'opinion qui ont relativement peu affecté, dans la période, chacune des cohortes, mais auxquels les jeunes sont différemment sensibles par rapport à leurs aînés. Ces courants se caractérisent par :

- l'absence d'effet horizontal (pas d'effet de période) ;
- un fort effet vertical (ici, les jeunes sont bien moins nombreux à accepter la notion de mariage "indissoluble").

Ces courants sont donc relatifs à un mouvement lent générationnel.

CATEGORIE VI : Les mouvements ayant touché différemment chaque cohorte, révélateurs d'effets croisés ou de changements structurels (pages 53-54).

La stabilisation apparente du "radicalisme" est caractéristique de ce courant (tableau B9).

Tableau B9
Evolution du "radicalisme"

- Pourcentage de partisans de réformes radicales pour transformer la société -

Cohortes	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
1910 - 1919	18,4			
1920 - 1929	20,4	18,9	21,2	23,5
1930 - 1939	24,0	22,1	23,0	22,8
1940 - 1949	27,8	24,2	25,1	25,8
1950 - 1959	32,0	28,4	26,5	28,5
1960 - 1969				23,4
Ensemble	23,9	22,4	23,1	24,6

Ces courants sont plus difficiles à analyser. Ils se traduisent, soit par des évolutions contradictoires dans les diverses cohortes, soit par une relative stabilité globale dans la période, stabilité seulement apparente car masquant certains changements structurels importants (c'est le cas des opinions sur le "radicalisme", cf. tableau B9).

En complément de ces six courants, on relève enfin quelques rares cas ne traduisant aucune modification sensible d'opinions dans la période. C'est le cas du sentiment concernant les découvertes scientifiques (tableau B10).

Tableau B10

Evolution des opinions sur les découvertes scientifiques
 -Pourcentage de Français estimant que les découvertes scientifiques et leur utilisation
 paraissent conduire, beaucoup ou un peu, à une amélioration de leur vie quotidienne -

Cohortes	1978-1980	1981-1983	1984-1987	1988-1990
1910 - 1919	84,5			
1920 - 1929	88,0	87,7	86,5	84,6
1930 - 1939	87,3	87,7	88,1	87,3
1940 - 1949	89,4	88,4	90,3	89,0
1950 - 1959	89,3	88,1	89,3	88,6
1960 - 1969				88,7
Ensemble	87,0	87,0	87,0	87,1

COLLECTION DES RAPPORTS

Récemment parus :

La perception du chômage et des politiques de l'emploi (vague de fin 1990), (Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"), par Laurent Clerc, Ariane Dufour, N° 110, Janvier 1992.

Quelques opinions sur la consommation d'énergie (Coûts, atteintes à l'environnement) - Printemps 1991 (Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"), par Françoise Gros, N° 111, Janvier 1992.

Les Français face au problème de la dépendance des personnes âgées (Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"), par Ariane Dufour, Georges Hatchuel, N° 112, Mars 1992.

Les indicateurs de logement : une exploitation de l'Enquête INSEE "Conditions de vie des Ménages" 1986-1987, par Isa Aldeghi, N° 113, Mars 1992.

Premiers résultats de l'enquête de fin 1991, (Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"), par le Département "Aspirations", N° 114, Mars 1992.

Les attitudes des Français en matière d'énergie et leur évolution récente, (Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"), par Françoise Gros, N° 115, Mars 1992.

Président : Bernard SCHAEFER Directeur : Robert ROCHEFORT
142, rue du Chevaleret, 75013 PARIS - Tél. : (1) 40.77.85.00

CRÉDOC

Centre de recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie